



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

**8668<sup>e</sup>** séance

Mardi 19 novembre 2019, à 15 heures  
New York

*Provisoire*

<i>Président :</i>	M <sup>me</sup> Pierce/M. Allen . . . . .	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud . . . . .	M. Sithole
	Allemagne . . . . .	M. Gugel
	Belgique . . . . .	M. Kende
	Chine . . . . .	M. Liu Zhiguo
	Côte d'Ivoire . . . . .	M. Akiapo
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Smith-Levy
	Fédération de Russie . . . . .	M. Polyanskiy
	France . . . . .	M. Olmedo
	Guinée équatoriale . . . . .	M. Sipaco Ribala
	Indonésie . . . . .	M. Situmorang
	Koweït . . . . .	M. Alajmi
	Pérou . . . . .	M. Talavera
	Pologne . . . . .	M <sup>me</sup> Skowrońska
	République dominicaine . . . . .	M <sup>me</sup> Batista Díaz

## Ordre du jour

### Consolidation et pérennisation de la paix

Place de la réconciliation dans le maintien de la paix et de la sécurité  
internationales

Lettre datée du 11 novembre 2019, adressée au Secrétaire général par  
la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et  
d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2019/871)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est reprise à 15 h 5.*

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je rappelle aux oratrices et aux orateurs qu'ils sont priés de limiter la durée de leur intervention à quatre minutes au maximum afin de permettre au Conseil d'entendre l'ensemble des oratrices et orateurs inscrits sur la liste pour cet après-midi. Les délégations qui ont de longues déclarations sont invitées à en distribuer le texte et à en prononcer une version abrégée dans la salle du Conseil. Le voyant rouge du microphone commencera à clignoter au bout de quatre minutes.

Je donne maintenant la parole au représentant du Rwanda.

**M. Rutikanga** (Rwanda) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais féliciter le Royaume-Uni pour sa présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci. Je vous remercie tout particulièrement, Madame la Présidente, d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui et du cadre que vous avez fixé pour ce sujet important. En partageant l'expérience du Rwanda en matière de réconciliation et les enseignements que nous en avons tirés, j'aborderai les éléments clefs figurant dans la note de cadrage (S/2019/871, annexe).

Dans le cas du Rwanda, le moteur principal de la réconciliation a été la volonté politique réelle et constante des dirigeants du pays de faire de l'unité et de la réconciliation la pierre angulaire de tous les efforts de reconstruction nationale. Le premier enseignement pratique que nous pouvons en tirer est que la volonté politique est indispensable pour que les efforts de réconciliation portent leurs fruits.

Après le génocide des Tutsi au Rwanda, le Gouvernement d'unité nationale a créé la Commission nationale pour l'unité et la réconciliation, qui a par la suite joué un rôle de premier plan dans la mise en place de plusieurs initiatives locales visant à promouvoir l'unité nationale et à lutter contre l'idéologie de division. Le modèle de réconciliation au Rwanda est axé sur le pays et est tourné à la fois vers le passé et vers l'avenir. Il s'agit d'un processus qui permet à une société de dépasser un passé marqué par des divisions et de se tourner vers un présent et un avenir communs. Toutes les approches de réconciliation nationale ont été élaborées sur la base d'une compréhension approfondie du passé. Je voudrais parler de certaines des principales approches concrètes de consolidation de la paix qui ont contribué à la réconciliation dans mon pays.

En ce qui concerne la justice transitionnelle, la note de cadrage indique à juste titre qu'on associe étroitement la réconciliation à la justice transitionnelle et, en particulier, à la dimension réparatrice de celle-ci. C'est précisément l'objectif poursuivi par le modèle rwandais de justice réparatrice, communément appelé *gacaca*. Compte tenu de la nature du génocide perpétré contre les Tutsi au Rwanda, au cours duquel les auteurs s'en sont pris à leurs voisins les plus proches, il était impératif que la justice pour les victimes s'accompagne de mesures de réparation.

Pour ce qui est du rôle des femmes, après le génocide destructeur de 1994, il fallait impérativement mobiliser les membres de la population et les aider à reconstruire leur vie, ainsi que leurs communautés et le pays dans son ensemble. Les femmes rwandaises occupant différents postes de direction ont joué un rôle essentiel dans la mobilisation de leurs concitoyennes et concitoyens pour qu'ils puissent vivre ensemble et trouver des solutions communes à leurs problèmes et à ceux de leur pays. Les femmes ont lancé et dirigé des dialogues communautaires, qui ont contribué à apaiser les relations entre les différents groupes, en particulier les rescapés et les anciens détenus.

S'agissant du rapatriement, de la réinstallation et de la réintégration des réfugiés, après le génocide, le Gouvernement a pris conscience que l'unité nationale du peuple rwandais ne saurait devenir une réalité sans une solution définitive au problème des réfugiés rwandais. Il convient de souligner que le retour des réfugiés dans leur pays et leur bonne réintégration est un droit absolu et un facteur de paix, d'unité et de réconciliation nationale.

En ce qui concerne la démobilisation et la réintégration des ex-combattants, pour garantir une véritable réintégration des ex-combattants après leur démobilisation, nous avons privilégié la dimension socioéconomique. La démobilisation et la réintégration au Rwanda ont permis de renforcer la réconciliation. Ce processus s'est déroulé d'une manière qui a permis de donner aux combattants un sentiment de confiance et d'acceptation par la communauté. Il s'agissait de renforcer leur capacité à gagner leur vie ou à disposer d'actifs leur permettant de gagner leur vie, pour qu'ils commencent à avoir le sentiment de faire partie intégrante de la société.

Pour terminer, je voudrais souligner l'importance de l'appropriation nationale du processus de réconciliation. Toutes les communautés disposent de mécanismes traditionnels de prévention des conflits

et de réconciliation. Certains de ces mécanismes ont peut-être été affaiblis pour des raisons historiques, mais il est essentiel que la communauté internationale appuie les initiatives nationales fondées sur des perspectives nationales.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

**M. Fifield** (Australie) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Royaume-Uni d'avoir organisé ce débat.

La réconciliation est essentielle pour instaurer et pérenniser la paix et doit être considérée comme un élément central du programme de pérennisation de la paix des États Membres et des objectifs de développement durable. Dans leurs résolutions jumelles - la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité -, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont souligné que la pérennisation de la paix constitue une tâche et une responsabilité partagées que doivent assumer le gouvernement et toutes les autres parties prenantes nationales et qu'elle devrait être reflétée dans chacun des trois piliers de la stratégie d'engagement des Nations Unies à tous les stades du conflit, et dans toutes ses dimensions.

En outre, tous les pays œuvrent à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment l'objectif 16, qui porte sur l'instauration, la préservation et le maintien de la paix, la justice et des institutions solides. C'est pourquoi la question de la réconciliation doit occuper une place centrale.

Une approche inclusive des conversations nationales est essentielle dans les efforts visant à consolider et à maintenir la paix. L'Australie accorde la priorité à la réconciliation lorsqu'elle travaille avec ses partenaires dans le cadre de son programme de développement outre-mer, ainsi que dans ses propres politiques et stratégies nationales, en réunissant les parties prenantes et les communautés touchées. La réconciliation n'est pas seulement un concept ou une pratique pour les pays qui ont récemment connu des conflits. Il s'agit pour tous les pays d'un travail en cours mené dans différents contextes.

Au niveau national, l'Australie s'engage sur la voie de la réconciliation entre Australiens autochtones et non autochtones. Le plan de l'Australie, connu sous le nom de Closing the Gap (Réduire les disparités), comprend un certain nombre de mesures visant à combler ce fossé, notamment en offrant des perspectives

économiques pour les Australiens autochtones grâce à une politique d'approvisionnement autochtone qui vise à distribuer équitablement les dépenses annuelles de plusieurs milliards de dollars du Gouvernement en matière d'approvisionnement. Cela stimule la demande de biens et de services autochtones, stimule le développement économique autochtone et développe le secteur commercial autochtone.

Le secteur privé joue également un rôle important dans la réconciliation. Il faut féliciter le Conseil d'affaires australien et les grandes entreprises australiennes d'avoir créé le programme Raising the Bar, dont l'objectif est que les grandes entreprises dépensent plus de 3 milliards de dollars australiens auprès de fournisseurs autochtones au cours des cinq prochaines années. Le Gouvernement australien appuie également la collaboration avec le secteur des entreprises en vue de l'élaboration de plans d'action pour la réconciliation. Ces plans aident les organisations à envisager les façons dont elles peuvent contribuer à la réconciliation entre Australiens autochtones et non autochtones. Cela permet de créer des emplois, des lieux de travail et des entreprises conscients des sensibilités culturelles, et aide à former de futures générations de dirigeants autochtones.

La réconciliation est au cœur des efforts internationaux de l'Australie. Notre appui à la consolidation de la paix dans l'île de Bougainville, dans le cadre de notre partenariat bilatéral avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée, en est un exemple. Le travail en partenariat, le rôle des dirigeants communautaires et des organisations confessionnelles et la participation des femmes ont joué un rôle clef dans la promotion de la réconciliation ainsi que dans la consolidation et la pérennisation de la paix. Par exemple, le Nazareth Centre for Rehabilitation a apporté une contribution importante au processus de paix et de réconciliation en cours, et l'Australie est fière de le soutenir depuis longtemps.

Nous demandons instamment que l'assistance de l'ONU aux États Membres soit axée sur les besoins de réconciliation et qu'elle les intègre, y compris dans le contexte d'une analyse globale, dont les États Membres ont décidé qu'elle devrait être fournie dans le cadre du programme de pérennisation de la paix et de la réforme des Nations Unies. Nous nous félicitons de l'utilisation des travaux de la Commission de consolidation de la paix et d'autres instances des Nations Unies pour tirer les enseignements des expériences nationales et

servir de cadre à l'examen d'approches efficaces de la réconciliation aux fins de la pérennisation de la paix. Nous attendons avec intérêt de continuer à promouvoir la réconciliation, aux niveaux national et international, en partenariat avec l'ONU, ses États Membres et la société civile, afin de poursuivre les efforts visant à atteindre l'objectif 16 du développement durable et le programme de pérennisation de la paix.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Estonie.

**M. Auväärt** (Estonie) (*parle en anglais*) : L'Estonie se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'étudier les moyens qui contribuent au succès des processus de réconciliation. Elle s'associe à la déclaration qui sera faite par l'observateur de l'Union européenne.

Notre intervention est axée sur le rôle de la justice et des tribunaux internationaux en tant qu'outil de réconciliation des communautés qui doivent réapprendre à vivre ensemble au sein d'une même société. La nécessité d'une réconciliation fait souvent suite à un conflit armé violent. Même lorsque les conflits prennent fin physiquement, la souffrance, la douleur et l'humiliation continuent d'occuper l'esprit et l'âme des personnes touchées. Le risque de résurgence d'un conflit est particulièrement élevé dans les cas de violations massives des droits de l'homme. Une société ne peut commencer à guérir que lorsque des diagnostics fiables et objectifs du conflit sont faits, que la vérité est dite et que la justice est rendue. L'ancien Secrétaire général Kofi Annan a dit un jour que s'il n'y a pas de justice et si les gens n'ont pas le sentiment que leurs griefs ont été examinés, il est extrêmement difficile de réaliser une véritable réconciliation.

Afin d'assurer la justice, le Conseil de sécurité a créé ou aidé à créer plusieurs cours et tribunaux internationaux *ad hoc* chargés de juger les responsables des crimes les plus graves commis lors de conflits antérieurs ou en cours. La création de la Cour pénale internationale exprime la conviction tout aussi forte de la communauté internationale que la justice fait partie intégrante de la consolidation de la paix, de la sécurité et du bien-être de la société. L'Estonie reconnaît que ces mécanismes de justice peuvent fournir une plate-forme précieuse pour élucider la vérité sur ce qui s'est passé, donner aux victimes l'occasion de faire entendre leur voix et appliquer le principe de responsabilité. Dans le même temps, nous rappelons qu'il est du devoir premier des États de prévenir les crimes internationaux et d'y

répondre et que les mécanismes internationaux doivent compléter et non remplacer les tribunaux nationaux.

Premièrement, le fait de veiller à ce que les auteurs de crimes aient à répondre des atrocités qu'ils ont commises et de rendre justice aux victimes de leurs crimes, en particulier les crimes sexuels et sexistes, permet de combattre et de prévenir la stigmatisation des victimes par le reste de la société. Les mécanismes de justice et de reddition de comptes offrent aux victimes un forum public et objectif où les atrocités commises ne sont, peut-être pour la première fois, ni niées, ni même présentées comme des victoires nationales. Ces plates-formes donnent aux victimes l'occasion de faire entendre leurs histoires et leurs griefs et de mettre un terme légal au conflit. Nous voudrions également souligner ici la nécessité d'inclure pleinement la perspective de genre dans les processus de paix et les efforts de réconciliation.

Deuxièmement, la décision d'une cour internationale ou d'un tribunal international exprime la ferme condamnation par la communauté internationale des crimes commis. Ce type de condamnation a pour effet de dépouiller les auteurs de crimes de leur influence et de leur pouvoir et de les empêcher ainsi d'alimenter la violence et la haine, ce qui pourrait conduire à de nouveaux conflits.

Troisièmement, au-delà des affaires spécifiques qui sont soumises aux cours et tribunaux internationaux, l'autorité de ces organes contribue à l'établissement de lignes directrices pour la justice et le respect des droits des victimes, qui servent de guide à tous les États s'agissant des crimes atroces. C'est ainsi que l'action des mécanismes internationaux de justice pénale contribue à renforcer la paix et la sécurité dans le monde.

Enfin, l'Estonie reconnaît la contribution que la justice en général, et les cours et tribunaux internationaux en particulier, peuvent apporter à la réconciliation. Nous sommes convaincus que l'administration de la justice crée des conditions propices à la réconciliation et que le Conseil de sécurité doit jouer son rôle pour faire prévaloir la justice.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique.

**M. Ochoa Martínez** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la tenue de ce débat, qui est particulièrement pertinent à la lumière de l'examen quinquennal de l'architecture de consolidation de la paix qui aura lieu l'année prochaine. Ce processus

permettra d'examiner le fonctionnement de l'architecture de consolidation de la paix et d'autres composantes, telles que les missions politiques spéciales. La réconciliation nationale est essentielle à la prévention des conflits et à une paix durable. La création de conditions favorables à la paix, l'établissement et la consolidation d'institutions démocratiques, l'épanouissement d'un système judiciaire indépendant et impartial, le respect des droits de l'homme et l'existence de garanties minimales de coexistence sociale sont des conditions indispensables aux processus de réconciliation nationale.

La réconciliation nationale représente une phase complexe dont l'objectif est de panser les blessures des sociétés et de laisser place à une nouvelle étape de développement d'un projet commun et collectif vers l'avenir. Ce processus, comme tout processus de guérison, exige non seulement le dialogue, mais aussi la vérité historique. C'est là que la justice transitionnelle joue un rôle fondamental dans la réconciliation. L'accès à la vérité et à la reddition de comptes est essentiel pour reconstruire le tissu social, en particulier dans les situations d'après-conflit. La justice transitionnelle considère que le respect de l'état de droit doit être au centre de la réflexion, car il constitue un élément fondamental d'une paix durable. À cet égard, nous rappelons la déclaration du Président du Conseil de sécurité sur l'état de droit (S/PRST/2010/11), adoptée sous l'égide du Mexique en juin 2010, dans laquelle cet organe a exprimé sa détermination à lutter contre l'impunité et à défendre l'application du principe de responsabilité par tous les moyens appropriés, et a rappelé le répertoire des mécanismes de justice et de réconciliation qui doivent être pris en compte, notamment les cours et tribunaux nationaux et internationaux, les commissions vérité et réconciliation, les programmes nationaux de réparation pour les victimes, ainsi que les mécanismes traditionnels de règlement des différends.

Le Mexique réitère les dispositions de la déclaration de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, adoptée en 2012 (résolution 67/1 de l'Assemblée générale), sur l'importance d'une approche globale en matière de justice transitionnelle qui englobe l'ensemble des mesures judiciaires et non judiciaires visant à assurer la reddition de comptes, à rendre justice, à offrir un recours aux victimes, à promouvoir la réconciliation, à créer des entités indépendantes pour superviser les systèmes de sécurité, à rétablir la confiance dans les institutions publiques et à promouvoir l'état de droit. La reddition de compte pour les responsables de violations des droits de

l'homme et du droit international humanitaire dans les situations de conflit et d'après-conflit est cruciale pour empêcher que de telles violations ne se reproduisent et pour rechercher la paix, la justice et la réconciliation. L'accès des victimes à la justice et aux soins est un élément central et interdépendant qui sous-tend une véritable réconciliation nationale.

Le Mexique reconnaît la contribution des tribunaux pénaux et, en particulier, de la Cour pénale internationale, qui non seulement luttent contre l'impunité pour les crimes les plus odieux, mais aussi cherchent à établir la vérité historique et à rendre aux victimes leurs droits et leur dignité. En plus d'être des tribunaux, ces institutions jouent un rôle fondamental pour cimenter la réconciliation nationale par le biais de la justice.

Il ne peut y avoir de réconciliation nationale sans développement, ni de développement sans réconciliation nationale. Ces deux éléments sont essentiels pour transformer le conflit en conditions de stabilité et de paix durable. Nous reconnaissons les liens intrinsèques entre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la paix. Nous espérons que le processus d'examen de l'architecture de consolidation de la paix qui aura lieu l'année prochaine aboutira à des recommandations sur les moyens de renforcer le rôle de l'ONU, du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix dans les processus de réconciliation.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

**M. Edrees** (Égypte) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, Madame la Présidente, je tiens à vous remercier, ainsi que la Mission permanente du Royaume-Uni, d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat public sur la consolidation et la pérennisation de la paix et la place de la réconciliation dans le maintien de la paix et la sécurité internationales. Je voudrais également remercier le Secrétaire général et tous les autres intervenants pour leurs précieux exposés de ce matin.

La réconciliation nationale est très importante car c'est un des principaux facteurs permettant l'avènement d'une paix durable. Cette idée est d'ailleurs au cœur des deux résolutions jumelles adoptées en 2016 – la résolution 2282 (2016) et la résolution 70/262 de l'Assemblée générale – sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies. Toutes deux mettent en exergue la responsabilité partagée du



gouvernement et des autres acteurs locaux pour parvenir à une paix durable, avec l'aide et l'appui de la communauté internationale. Il s'agit en effet de traiter les causes profondes du conflit et d'aider les parties au conflit à mettre fin aux hostilités, à réaliser la réconciliation nationale au moyen d'un dialogue national sans exclusive et à progresser sur la voie du relèvement, de la reconstruction et du développement.

En outre, les deux résolutions consolident l'approche globale visant à assurer une paix durable et une justice transitionnelle afin d'éviter la résurgence du conflit. Elles énumèrent un grand nombre de mesures clefs qui doivent accompagner les efforts de réconciliation, les plus importantes d'entre elles étant la mise en place d'un système de justice opérationnel, l'application du principe de responsabilité et la primauté du droit, la prévention de l'impunité et la réforme du secteur de la sécurité afin qu'il puisse jouer son rôle de manière professionnelle, efficace et responsable.

De même, il faut mettre en œuvre des programmes complets pour désarmer, démobiliser et réintégrer dans la société les éléments des groupes armés et rétablir l'autorité légitime de l'État. Dans ce contexte, le processus d'examen du dispositif de consolidation de la paix est une occasion importante de tirer parti des pratiques optimales et des compétences de la Commission de consolidation de la paix à l'appui des efforts de réconciliation nationale dans les pays sortant d'un conflit et pour renforcer le rôle consultatif de la Commission auprès du Conseil en la matière.

La pratique et l'expérience ont amené l'ONU à jouer un rôle de premier plan pour aider les pays sortant d'un conflit afin qu'ils parviennent à la réconciliation nationale. D'une part, le Conseil de sécurité a à de multiples reprises confié aux opérations de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales des tâches consistant notamment à promouvoir un dialogue national global afin de permettre aux pays qui accueillent ses missions de parvenir à la réconciliation nationale. D'autre part, les équipes de pays des Nations Unies ont mis en œuvre une série d'activités et de programmes à cette fin. La Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix ont également joué un rôle fondamental à l'appui des priorités nationales des pays sortant d'un conflit, y compris en ce qui concerne la réconciliation nationale. Toutefois, pour accroître l'efficacité de l'appui qu'il apporte aux processus de réconciliation nationale, le système des Nations Unies doit renforcer la coordination entre ses divers organes

afin de les rendre complémentaires et de mettre fin au cloisonnement. En outre, il importe de renforcer les partenariats et la coordination entre l'ONU et les organisations régionales, notamment l'Union africaine.

Comme le Conseil le sait, la réconciliation après un conflit est un processus de longue haleine qui requiert l'appui et l'engagement constants de l'ONU et de la communauté internationale, tout en tenant compte des spécificités propres à chaque contexte. Il n'existe pas de modèle universel pouvant s'appliquer à toutes les situations. La réconciliation nationale exige également une volonté politique de la part de toutes les parties prenantes et des mesures d'accompagnement pour créer un environnement propice au succès des processus de réconciliation. Ces processus nécessitent par ailleurs que la communauté internationale respecte le principe de l'appropriation nationale de la réconciliation.

L'Égypte est convaincue que les organisations régionales et sous-régionales ont un rôle important à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales en partenariat avec l'ONU, conformément au Chapitre VIII de la Charte. Partant, l'Égypte, en sa qualité de Présidente en exercice de l'Union africaine, s'emploie à l'ouverture du Centre de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement post-conflit, basé au Caire. Une fois opérationnel, le Centre appuiera les priorités nationales pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et consolider et maintenir la paix sur tout le continent africain, sur la base du concept selon lequel il faut apporter des solutions africaines aux problèmes africains. En outre, lorsqu'elle a accédé à la présidence de l'Union africaine, l'Égypte a annoncé le lancement du Forum d'Assouan pour la paix et le développement durables, qui se veut une plateforme africaine réunissant les différents acteurs et partenaires de l'Afrique pour débattre des questions de paix, de sécurité et de développement. Le Forum aura également pour vocation de trouver des solutions pratiques aux différents défis qui se posent à cet égard. Nous avons voulu créer ce forum convaincus que nous sommes qu'il existe un lien entre les questions de paix, de sécurité et de développement et en tant que confirmation de l'approche globale visant à s'attaquer aux causes profondes des problèmes et des défis auxquels l'Afrique est confrontée, dans une perspective qui renforce la notion d'appropriation nationale des efforts pour instaurer une paix et un développement durables sur le continent africain.

L'Égypte participe également activement aux activités de maintien de la paix, notamment en fournissant d'importants contingents de Casques bleus et de forces de police aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, principalement sur le continent africain. Cela participe de notre engagement auprès de nos frères africains, que nous voulons aider dans leurs efforts pour parvenir à la paix, la stabilité et la prospérité pour tous les peuples africains. Nous appuyons le rôle du maintien de la paix consistant à aider les parties à un conflit à instaurer la confiance et à favoriser la réconciliation nationale.

Nous réaffirmons qu'il importe de mettre en place un cadre politique global, parallèlement aux opérations de maintien de la paix. Un tel cadre est nécessaire pour que ces opérations puissent remplir le rôle qui leur est confié.

Pour terminer, nous vous remercions, Madame la Présidente, d'avoir convoqué cet important débat. Nous souhaitons plein succès à la présidence britannique ce mois-ci, dans les efforts qu'elle déploie pour aider le Conseil à s'acquitter de la principale responsabilité qui lui incombe en vertu de la Charte des Nations Unies, à savoir maintenir la paix et la sécurité internationales.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je rappelle à mes collègues que la durée des déclarations ne doit pas dépasser quatre minutes, sinon nous ne pourrions pas entendre tous les orateurs inscrits sur la liste. Ma délégation transmettra une note à l'orateur lorsque les quatre minutes se seront écoulées, au cas où il ne verrait pas le microphone, après quoi je crains d'être obligée de l'interrompre pour que nous puissions entendre tous les orateurs inscrits sur la liste cet après-midi. Je remercie tous mes collègues pour leur compréhension.

Je donne maintenant la parole au représentant du Liechtenstein.

**M. Wenaweser** (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Le débat d'aujourd'hui met en lumière qu'il ne suffit pas pour le Conseil de sécurité de mettre fin aux conflits, mais qu'il doit également contribuer à rompre le cycle des conflits. C'est une tâche que nous avons confiée en grande partie à la Commission de consolidation de la paix lorsqu'elle a été créée en 2005. Mes brèves observations d'aujourd'hui se concentreront sur ce qu'il faut faire pour que la réconciliation conduise à une paix véritable et pérenne. Ce processus exige, entre autres choses, d'éviter l'impunité, de favoriser l'inclusion et de s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Une paix pérenne n'est possible que si les parties belligérantes affrontent le passé et s'engagent en faveur d'une vision commune de l'avenir. La réconciliation ne saurait permettre l'impunité, de fait ou de droit, pour les crimes les plus graves. La justice pour les atrocités criminelles permet d'exclure de la vie politique ceux qui sont les plus susceptibles de revenir sur les accords de paix et les dissuade, ainsi que d'autres, de commettre des crimes similaires à l'avenir. Lorsque la réconciliation prévoit des amnisties qui font que les grandes personnalités politiques ne sont pas tenues de rendre des comptes pour les atrocités commises, elle fait fi des appels à la justice lancés par les victimes et crée les conditions favorables à une politique de mémoire qui divise, voire à une nouvelle phase de conflit. Nous appuyons la position de l'ONU selon laquelle les accords de paix qu'elle entérine

« ne peuvent en aucun cas promettre l'amnistie pour les actes de génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité ou les atteintes graves aux droits de l'homme » (S/2004/616, par. 10).

Cela étant dit, la récente réunion du Conseil sur la situation en Bosnie-Herzégovine illustre les difficultés qu'il y a à faire en sorte que la justice pénale internationale débouche sur une responsabilisation à long terme, une paix pérenne et une réconciliation digne de ce nom (voir S/PV.8658). L'application du principe de responsabilité exige souvent de faire appel à une justice réparatrice, ainsi qu'à des mécanismes de justice transitionnelle, comme les commissions de vérité. Un aspect fondamental de ce processus est que dans chaque situation, l'approche en ce qui concerne l'obligation de rendre des comptes est fonction des besoins de ceux qui réclament la justice.

Pour que la réconciliation soit durable, elle doit inclure tous les secteurs de la société. La participation aux processus de réconciliation doit tenir compte des questions de genre et intégrer les vues des jeunes, ainsi que celles des groupes minoritaires au sein d'un État. La société civile, les chefs religieux et les représentants des populations autochtones peuvent également jouer un rôle important. Une réconciliation inclusive permet d'obtenir une adhésion plus large en vue d'instaurer une paix durable.

Les processus de réconciliation doivent également s'attaquer aux facteurs qui sont à l'origine des divisions. Il y a eu une augmentation sensible du nombre de conflits intra-étatiques, dont beaucoup

découlent des revendications de certaines communautés au sein d'un État visant à exercer plus de contrôle sur la gouvernance de leurs propres affaires afin d'affirmer leur autodétermination, souvent sur la base de l'identité ethnique, culturelle ou religieuse. Sur cette base, nous travaillons actuellement à l'élaboration d'un manuel à l'intention des médiateurs, des communautés touchées et des États, afin de rassembler les meilleures pratiques en matière de prévention et de règlement de ces conflits sur la base de cinq principes : la gouvernance autonome; la protection des droits des minorités; les processus de réconciliation inclusifs; la prise en compte du contexte historique; et la prise de conscience du rôle des États tiers touchés. Nous espérons qu'il contribuera à des efforts de réconciliation couronnés de succès dans le contexte de conflits et de différends liés à des questions d'autodétermination.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

**M. Kakanur** (Inde) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué ce débat sur l'importance de la réconciliation et le processus de consolidation de la paix. Nous nous félicitons des exposés complets et instructifs du Secrétaire général et des autres intervenants sur la question.

La réconciliation est une étape essentielle pour mettre un terme au cycle de violence et d'insécurité après un conflit, et pour instaurer une paix pérenne. Étant donné l'immense complexité et le contexte local spécifique de chaque situation d'après conflit, il ne peut y avoir de solutions toutes faites pour des situations aussi évolutives. La réconciliation est un processus long et ardu, et il y a peu de chances que des normes ou des échéanciers imposés artificiellement aboutissent à des résultats satisfaisants. Ma délégation est d'avis que la réconciliation doit être un processus véritablement national. Étant donné les limites inhérentes à l'ampleur, à la portée et à la durée de toute mission extérieure de consolidation de la paix, le type de changement durable et profondément enraciné visé par les efforts de consolidation de la paix exige l'appui et l'engagement à long terme de tout un éventail d'acteurs nationaux, notamment la société civile, les jeunes, les femmes et les chefs religieux.

Il est possible que les efforts de réconciliation déployés par l'ONU ou l'ensemble de la communauté humanitaire internationale avec les meilleurs intentions ne soient pas adaptés aux réalités sur le terrain. Il n'est pas réaliste d'attendre d'acteurs nationaux qu'ils

adoptent automatiquement des normes et des idées extérieures, comme si elles étaient fondamentalement supérieures aux normes et aux idées nationales. Les conflits sapent et détruisent les infrastructures humaines et les capacités institutionnelles. Ces capacités doivent être reconstruites si l'on veut que les acteurs nationaux s'approprient dans une large mesure les activités menées au lendemain d'un conflit. Ce serait une erreur que d'exclure les institutions et les pratiques nationales en tant que sources de consolidation de la paix, mais ce serait également une erreur que de les idéaliser sans faire preuve d'esprit critique. Il faut donc mettre à disposition des ressources suffisantes en matière de renforcement des capacités en vue de mettre en place des institutions et des structures étatiques solides.

La paix et la justice sont les enjeux principaux dans toute situation d'après-conflit. L'Inde appuie le renforcement de la coopération internationale en vue du développement et de la codification du droit pénal international et du renforcement de l'état de droit dans son ensemble. Par ailleurs, nous sommes convaincus que pour que le système de justice internationale soit véritablement efficace et crédible, nous devons éviter les approches sélectives, partiales et de deux poids, deux mesures dans l'application de l'état de droit au niveau mondial. Dans ce contexte, nous estimons que l'ONU doit jouer un rôle d'appui et de facilitation non directif. L'ONU doit garantir l'inclusion, l'appropriation et la participation de toutes les parties prenantes au processus de réconciliation. L'appui de l'ONU dans les domaines de l'aide humanitaire, de la protection et de la promotion des droits de l'homme et de la facilitation des processus de réconciliation politique, conformément aux principes de neutralité et d'impartialité, est tout aussi important.

Nous rejetons la référence injustifiée faite aujourd'hui par la délégation pakistanaise à la situation dans une région qui fait partie intégrante de l'Inde (voir S/PV.8668). Je tiens à rappeler que les deux parties ont officiellement convenu de régler ces questions de manière selon des modalités convenues par les parties.

En conclusion, si l'on veut que la consolidation de la paix ne se limite pas à un exercice d'ingénierie sociale, nous devons reconnaître qu'il existe des ressources de consolidation de la paix au sein des sociétés touchées par les conflits elles-mêmes.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Liban.



**M<sup>me</sup> Mudallali** (Liban) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Madame la Présidente, pour votre accession à la présidence du Conseil ce mois-ci et à vous remercier d'avoir choisi le thème de la réconciliation pour ce débat.

En vertu de son Chapitre VI relatif au règlement pacifique des différends, la Charte des Nations Unies autorise le Conseil de sécurité à inviter les parties à un différend à en rechercher la solution par voie de négociation, de médiation et de conciliation, entre autres choses. Ces trois outils de règlement pacifique des différends sont essentiels pour préserver la paix et la sécurité internationales car ils offrent d'autres options pacifiques en matière de règlement des conflits. Toutefois, la réconciliation ne peut pas se produire dans l'abstrait et ne saurait être une fin en soi. C'est un processus indispensable pour que les parties elles-mêmes puissent tourner la page du conflit et ouvrent la voie à l'entente, au pardon et à la paix.

Plus d'une dizaine de conflits sont inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité et il y a des dizaines de différends entre les pays et au sein des sociétés dans le monde aujourd'hui. En raison des cycles de violence, il semble impossible d'imaginer que les personnes impliquées dans ces conflits puissent à nouveau vivre ensemble en harmonie. Toutefois, elles le peuvent, grâce à un processus efficace de réconciliation – s'il est mené correctement et dans de bonnes conditions.

Premièrement, nous devons reconnaître que chaque différend est unique et que chaque peuple est différent lorsqu'il s'agit de régler des différends. Cependant, il faut tenir compte de certaines valeurs et de certains principes universels pour créer les conditions propices au règlement pacifique d'un différend et à un processus de réconciliation réussi. Le principe de responsabilité est un point de départ essentiel de tout processus de réconciliation, avant d'entamer le long chemin qui mène à l'apaisement et à la paix. Justice doit être rendue, car sans justice il n'y a pas de paix. La vérité est particulièrement importante pour la réconciliation.

Dans votre note de cadrage (S/2019/871, annexe), Madame la Présidente, vous demandez comment le Conseil de sécurité et l'ONU peuvent soutenir le plus efficacement possible les processus de réconciliation nationaux. Le Conseil de sécurité doit commencer par mettre un terme aux conflits. Dans de nombreuses régions du monde, les conflits sont gérés et non résolus. Le Conseil de sécurité doit s'attaquer aux raisons pour lesquelles les gens se battent, et ne pas se focaliser

uniquement sur la manière de faire cesser les combats. S'attaquer aux causes profondes des conflits peut grandement contribuer à une paix durable et à une réconciliation véritable. Mettre fin à l'occupation et à l'oppression et garantir un règlement équitable ne sont que quelques exemples des conditions préalables à la paix – pas seulement pour une génération mais pour toutes les générations futures.

Les solutions imposées peuvent fonctionner pendant une courte période, mais les graines du conflit vont subsister et germer dès que de nouvelles conditions le permettront. Il ne peut y avoir de réconciliation lorsque les griefs et l'injustice persistent. L'aide extérieure aux processus de réconciliation nationaux doit respecter les sensibilités culturelles et les croyances des populations, au lieu de leur imposer des formules toutes faites. La connaissance du terrain est très importante. Dans les sociétés multiethniques et multiculturelles, il faut veiller à ce que le résultat du processus de réconciliation soit équitable, afin qu'aucune partie ne se sente lésée. Au Liban, après ce qu'on a appelé la révolution de 1958, la crise a pris fin avec une devise, « Ni vainqueur, ni vaincu », qui assurait chaque partie au conflit qu'elle avait obtenu ce qu'elle voulait et que la vie politique pouvait reprendre son cours.

Des notions telles que la dignité sont très importantes pour la réconciliation. Les règlements doivent permettre aux populations de préserver leur dignité – le fait de ne pas se sentir humilié par les conditions posées au règlement d'un conflit ou à une réconciliation. La notion de dignité est aussi fonction de la culture. Sa signification et sa portée sont très influencées par la culture, et tout processus de réconciliation doit en tenir compte.

Nelson Mandela, s'exprimant au sujet de la réconciliation - un processus qu'il connaissait bien – a dit que la véritable réconciliation ne consiste pas simplement à oublier le passé. Il avait raison. Il ne s'agit pas d'oublier le passé et la souffrance; il s'agit d'envisager l'avenir - un avenir de paix.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

**M. Kadiri** (Maroc) : Qu'il me soit permis tout d'abord de vous féliciter, Madame la Présidente, pour l'accession du Royaume-Uni à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de novembre et de vous remercier pour l'organisation et le choix de la thématique de ce débat. Je remercie le Secrétaire général

pour sa déclaration, qui confirme son engagement résolu en faveur de la consolidation et de la pérennisation de la paix. Je tiens à remercier également les autres intervenants pour avoir partagé leurs points de vue sur cette question.

Ce débat est dédié à une thématique qui n'est pas souvent abordée en tant que telle au Conseil de sécurité, mais qui n'en demeure pas moins importante, voire qui peut s'avérer cruciale pour la consolidation et la pérennisation de la paix. En effet, sans un processus de réconciliation réussi, les risques de retomber dans une situation de conflit augmentent de manière significative. D'ailleurs, l'histoire nous l'a appris au détriment des populations qui continuent de souffrir des affres des conflits, en particulier sur notre continent africain. Le Maroc se félicite de cette occasion qui lui est donnée de partager son point de vue sur cette thématique, en mettant en avant les quelques points suivants :

Premièrement, comme relevé à juste titre dans la note de cadrage (S/2019/871, annexe) qui nous a été soumise dans le cadre de ce débat, la réconciliation a souvent été associée à la justice transitionnelle. Ceci est extrêmement important afin de permettre de tourner définitivement la page d'un conflit.

Deuxièmement, le rôle de premier plan des leaders communautaires et religieux doit être mis en avant. En effet, particulièrement dans les sociétés que l'on pourrait qualifier de traditionnelles, ces leaders bénéficient d'une aura et d'un respect important, qu'ils n'hésitent pas à mettre au profit de leurs communautés en cas de conflit. Leur rôle est d'autant plus important dans le cas d'un conflit religieux. En effet, le simple fait de voir les représentants des différentes religions impliquées dans un conflit tenir des réunions d'information, sensibiliser l'ensemble des populations sur les bienfaits du vivre-ensemble, peut avoir un impact décisif sur les populations.

Troisièmement, bien que chaque conflit et chaque situation de crise soient différents, il est important de puiser dans le large réservoir d'expériences et d'expertise en matière de réconciliation. Mais, ce qui fait le succès de tout processus qui s'inspire de faits passés est bel et bien l'appropriation nationale. Ce principe cardinal permet d'adapter l'expérience aux spécificités du pays. Il permet également une plus grande implication des dirigeants du pays et des représentants de la société civile, composante essentielle de ce processus.

Quatrièmement, le Maroc se félicite du rôle croissant joué par les femmes dans les processus de réconciliation, conformément au programme pour les femmes et la paix et la sécurité. L'implication des femmes, malheureusement souvent premières victimes des conflits, demeure fondamentale pour la réussite des processus de réconciliation. Nous soutenons pleinement le Secrétaire général dans son souhait de promouvoir la participation des femmes dans tous les domaines, y compris dans les processus de réconciliation.

L'ONU joue un rôle primordial dans la plupart des processus de réconciliation passés ou en cours. Que ce soit par sa présence sur le terrain, les moyens à sa disposition ou encore par ses services de bons offices, l'ONU est outillée pour apporter un appui décisif aux processus de réconciliation. À ce titre, je voudrais m'associer aux délégations qui ont cité la Commission de consolidation de la paix comme un des organes les mieux placés pour aborder les questions liées à la réconciliation. Le principal atout de l'Organisation est bien entendu son impartialité et sa neutralité, composantes essentielles de toute action de soutien en faveur d'un processus de réconciliation. Il y a également sa capacité à compiler et à mettre en usage les meilleures pratiques. Enfin, elle peut également venir en appui à d'autres organisations qui pourraient bénéficier d'avantages comparatifs par rapport à l'ONU.

Pour conclure, j'aimerais souligner la nécessité pour tout processus de réconciliation de se décliner aussi bien au niveau national que local. Il est nécessaire qu'un dialogue au niveau local puisse alimenter celui au niveau national. Ainsi, on s'assure de l'inclusivité du processus, mais également de son appropriation nationale.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

**M. Mlynár** (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Avant de faire ma déclaration, je voudrais dire que la Slovaquie s'associe pleinement à la déclaration qui sera faite par l'observateur de l'Union européenne.

La réconciliation vise à rétablir la confiance, à renforcer la résilience et à forger une relation fonctionnelle entre la population et le gouvernement, ce qu'on appelle le contrat social. La réconciliation ne peut réussir que si le processus est représentatif et inclusif, s'il englobe des droits et des valeurs universels, tels que la liberté et la dignité humaine, et s'il met avant tout l'accent sur les personnes et leur sécurité, leur sûreté et leur bien-être.

Rappelant les résolutions jumelles sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix - la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité -, la promotion de l'apaisement et de la réconciliation et la mise en place d'institutions de sécurité qui soient professionnelles, efficaces et responsables, y compris en réformant le secteur de la sécurité, sont essentielles pour consolider la paix et la sécurité, réduire la pauvreté, promouvoir l'état de droit et la bonne gouvernance et empêcher les pays de replonger dans un conflit. Qu'il me soit permis d'insister sur trois domaines importants.

Premièrement, la Slovaquie est un ardent défenseur de la question de la réforme du secteur de la sécurité en tant qu'instrument primordial pour aider à maintenir la paix et la stabilité, en particulier dans les pays qui se relèvent d'un conflit et qui ont lancé des processus de reconstruction et de réconciliation d'après-conflit. En avril 2018, l'Afrique du Sud et la Slovaquie, au nom du Groupe d'Amis pour la réforme du secteur de la sécurité, ont organisé conjointement une table ronde de haut niveau sur la réforme du secteur de la sécurité et le maintien de la paix. L'événement a mis en lumière le fait que la réforme du secteur de la sécurité joue un rôle clef dans la pérennisation de la paix et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Étant donné le rôle vital que joue la réforme du secteur de la sécurité dans la prévention des conflits, la reconstruction après un conflit et la pérennisation de la paix, il est essentiel d'avoir une conception élargie de la participation des Nations Unies et de la contribution de la réforme du secteur de la sécurité à la réconciliation. Nous devons mieux comprendre pourquoi les accords de paix ne sont généralement pas respectés et pourquoi nous assistons à des reprises de conflit.

De nos jours, il est plus qu'évident qu'intégrer un plus grand nombre de groupes ethniques et religieux marginalisés dans les forces militaires et policières, les institutions de sécurité et celles de l'état de droit ainsi que promouvoir un changement de culture vers une politique publique non discriminatoire et responsable peuvent aider à apaiser les griefs en matière de sécurité, surtout au lendemain d'un conflit.

Deuxièmement, s'agissant des partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales pour la consolidation et le maintien de la paix, la Slovaquie assure cette année la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Nos trois priorités dans ce cadre ont été la prévention, la

médiation et le règlement des conflits, la construction d'un avenir plus sûr et un multilatéralisme efficace. En plus de soutenir les règlements pacifiques au moyen d'un dialogue politique inclusif et d'un processus de médiation, nous nous sommes particulièrement attachés à faciliter la vie quotidienne des personnes touchées par un conflit. Les processus de paix, y compris la médiation et la réconciliation, doivent être inclusifs. La voix de tout un chacun doit être entendue, en particulier celle des jeunes. Le point de vue des jeunes et leur participation active sont indispensables pour promouvoir et renforcer la paix et la sécurité internationales.

Un autre volet important est, bien entendu, le contexte de l'objectif de développement durable 16, à savoir promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, lesquelles sont étayées par un cadre institutionnel efficace et responsable. Je voudrais mettre en exergue l'élaboration des premières directives de l'OSCE sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité, que nous considérons comme des orientations pratiques et un jalon important à cet égard. La troisième priorité de notre présidence de l'OSCE a été un multilatéralisme efficace et, à cet égard, l'importance de la coopération et du partenariat entre l'ONU et l'OSCE, notamment via l'important travail qu'effectue le Bureau de liaison des Nations Unies à Vienne.

Enfin, la Slovaquie a présenté sa candidature au Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix, qui joue un rôle de premier plan s'agissant de réunir les différents acteurs du système des Nations Unies, notamment les équipes de pays des Nations Unies et la société civile, qui contribuent aux efforts de réconciliation dans de nombreuses situations. Le rôle consultatif de la Commission de consolidation de la paix auprès du Conseil de sécurité peut et doit être, selon nous, mieux utilisé et mis à profit pour veiller à ce qu'une attention appropriée soit accordée à la réconciliation à tous les stades du cycle d'un conflit. À cet égard, nous voulons croire à une collaboration plus étroite entre la Commission de consolidation de la paix et le Conseil de sécurité.

Pour terminer, je voudrais dire aussi que nous allons organiser dans quelques jours, du 5 au 6 décembre, une réunion du Conseil ministériel de l'OSCE à Bratislava. Nombre de ces questions figurent en bonne place dans l'ordre du jour de cette réunion. C'est une occasion unique pour la plus importante organisation régionale pour la sécurité et la coopération de se pencher sur des

questions importantes, notamment la consolidation de la paix et la réconciliation, et pour les États participants d'examiner et d'évaluer les activités de l'Organisation, notamment de renforcer le dialogue sur les questions de sécurité dans les trois dimensions de l'OSCE.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

**M. Gonzato** (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne (UE) et de ses États membres. La Turquie, la République de Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; ainsi que l'Ukraine et la République de Moldova, s'associent à la présente déclaration.

L'Union européenne se félicite de l'initiative prise par le Royaume-Uni d'examiner le rôle de la réconciliation dans les processus de paix et de pérennisation de la paix. Le débat est particulièrement opportun au vu des défis auxquels les artisans de la paix continuent de faire face. Des générations d'Européens ont subi et compris les effets dévastateurs de conflits violents. Une guerre aujourd'hui au sein de l'Union européenne est impensable, parce que nous avons travaillé dur pour instaurer la confiance. Pourtant, si l'on ne continue pas d'œuvrer à la réconciliation, la paix n'a pas d'avenir, même en Europe. La nécessité de mieux sensibiliser à la réconciliation à l'échelle du monde est urgente. Les conflits d'aujourd'hui se répètent en cycles. Les accords de paix échouent plus souvent qu'ils ne réussissent. Il faut, à notre avis, que nous en comprenions mieux les raisons.

La réconciliation est essentielle pour pérenniser la paix. C'est un processus qui permet de restaurer les liens sociaux sur la base de valeurs fondamentales telles que la dignité humaine et les droits de l'homme, y compris le droit à la vie et le droit à l'intégrité physique et psychologique. C'est un processus complexe qui doit être envisagé au début de toutes les initiatives d'appui à la paix et il requiert une approche véritablement intégrée.

Dans tous ces aspects, la Commission de consolidation de la paix a un rôle central à jouer en rassemblant les différents acteurs du système des Nations Unies. En outre, le rôle consultatif actif de la Commission de consolidation de la paix auprès du Conseil de sécurité pourrait être davantage mis à profit

afin d'assurer qu'une attention appropriée soit accordée à la réconciliation à tous les stades du cycle d'un conflit.

Nos politiques et nos pratiques doivent être constamment actualisées. Par exemple, 75 % des missions mandatées par le Conseil de sécurité visent la réconciliation, mais aucune définition de ce que cela signifie, ni aucune directive sur la façon d'y parvenir, n'existe. Le concept de réconciliation doit être affiné afin qu'il puisse être traduit plus efficacement sur le plan opérationnel. Nous sommes disposés à y contribuer. Il nous faut en savoir plus sur la façon dont différents éléments de réconciliation ont fonctionné dans différents contextes, et quel a été leur impact. Ce faisant, il nous faut mieux comprendre comment appuyer les stratégies de réconciliation nationales et locales dans les pays sortant d'un conflit et savoir si et comment nous devons appuyer les processus de réconciliation dans le cadre de stratégies de sortie, et comment le Conseil peut coopérer avec d'autres composantes du système des Nations Unies, notamment le Secrétariat, pour appuyer ces processus.

Il nous faut aussi reconnaître que ni l'ONU, ni l'Union européenne, ni aucune autre organisation multilatérale ne peut à elle seule promouvoir la réconciliation. La réconciliation a lieu aux niveaux individuel et interpersonnel, sociétal et institutionnel. Nous en sommes les facilitateurs; ce sont les communautés en conflit qui en sont les agents. Nous pouvons fournir un cadre, des outils et des espaces sûrs, mais pour offrir un appui, il faut que nous ayons une compréhension solide et, de préférence, commune de ce qui rend la réconciliation efficace.

La religion doit être prise en compte dans l'élaboration des approches adoptées en matière de réconciliation et dans notre pratique diplomatique. Les pratiques diplomatiques pourraient tirer parti d'une meilleure connaissance des religions. La mise en place par l'Union européenne d'une plateforme d'échange internationale sur la religion et l'exclusion sociale est un exemple de la façon dont nous y travaillons; former et exposer nos diplomates aux multiples facettes de la religion dans différentes régions du monde en est un autre.

Les accords de paix peuvent devenir plus viables en impliquant des acteurs politiques et sociaux dans les négociations de paix, outre les principales parties au conflit. Les chefs traditionnels et religieux et leurs réseaux sont également considérés comme ayant la capacité requise et la confiance de la population pour



trouver des solutions vers la pérennisation de la paix. Les femmes conciliatrices font souvent les premiers pas en vue de mobiliser leurs communautés et d'établir le dialogue avec leurs ennemis; il faut soutenir leurs efforts. Les mouvements de jeunes sont en pleine expansion, et leurs perspectives et leurs efforts doivent être pris en compte. La réconciliation et la guérison sont généralement associées à la phase d'après-conflit, mais ce sont aussi des processus imbriqués qui se déroulent pendant le conflit et peuvent ouvrir la voie à la paix et prévenir d'autres violences.

Pour terminer, nous réaffirmons notre détermination à poursuivre ce travail important sur la façon de mieux appuyer les processus de réconciliation, dans le contexte du maintien de la paix comme dans celui de la consolidation de la paix.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante des Philippines.

**M<sup>me</sup> Azucena** (Philippines) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

On peut se faire une idée de l'importance du rôle des processus de réconciliation dans le maintien de la paix et de la sécurité régionales et internationales au vu de l'expérience de l'ASEAN. En effet, l'ASEAN joue un rôle important dans les situations d'après-conflit. La Concorde II de Bali, signée en 2003, a chargé l'ASEAN de trouver des moyens novateurs de renforcer sa sécurité et d'établir les modalités pour la Communauté politique et de sécurité de l'ASEAN, y compris en matière de consolidation de la paix après les conflits.

L'Institut de l'ASEAN pour la paix et la réconciliation a été créé en 2011 pour être le pôle de connaissances et le centre d'excellence de l'ASEAN pour renforcer les capacités de règlement des conflits et ancrer plus profondément les valeurs axées sur la paix aux fins de l'harmonie, de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région et au-delà. L'Institut de l'ASEAN pour la paix et la réconciliation a organisé avec succès un certain nombre d'activités, notamment sa Conférence régionale de la jeunesse sur la paix et la tolérance, à Jakarta en 2018, et une série de formations sur l'institutionnalisation de la paix et de la réconciliation dans les pays de l'ASEAN, cette année à Manille. Nous nous félicitons de la collaboration entre l'Institut de l'ASEAN pour la paix et la réconciliation et l'ONU, qui a permis la tenue à Jakarta d'un atelier sur les perspectives de l'ASEAN en matière de

gestion et de règlement des conflits dans la région, et attendons avec intérêt d'autres initiatives plus actives à l'Institut à l'avenir. L'Institut a aussi lancé sa première étude/recherche, intitulée *Enseignements tirés d'un processus de règlement du conflit entre le Gouvernement philippin et le Front de libération nationale Moro, mené sous l'égide de l'Indonésie*, ainsi qu'un séminaire sur les résultats du projet en septembre.

Au dixième Sommet ASEAN-ONU qui a eu lieu à Bangkok il y a trois semaines, l'ASEAN et l'ONU ont réaffirmé leur volonté de coopérer par le biais de l'Institut de l'ASEAN pour la paix et la réconciliation. L'ONU et le Viet Nam organiseront conjointement en décembre à Hanoï, le septième atelier ASEAN-ONU et le cinquième dialogue régional sur la coopération politique et en matière de sécurité et sur une collaboration plus ciblée en appui à l'Institut de l'ASEAN pour la paix et la réconciliation.

Nous nous félicitons également de la création, l'année dernière, de l'ASEAN Women for Peace Registry (Registre des femmes pour la paix) en tant qu'initiative novatrice visant à établir une liste de femmes spécialistes dans le domaine de la paix et de la réconciliation, auxquelles on peut faire appel lorsque leur expertise est requise. Cette année, s'agissant de la participation des femmes, nous saluons aussi les différentes initiatives et actions sur le rôle des femmes dans les processus de paix, notamment la convocation du Dialogue interconfessionnel des femmes de l'ASEAN sur le thème « Promouvoir la compréhension aux fins d'une société ouverte et pacifique », à Jakarta; le premier colloque régional sur la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les pays de l'ASEAN, à Phnom Penh; et une formation régionale sur les femmes et la paix et la sécurité, à Jakarta.

L'ASEAN est prête, en partenariat avec les principales parties prenantes et dans un esprit de solidarité avec la communauté des nations, à définir des approches plus novatrices et plus inclusives afin de promouvoir le programme de consolidation et de pérennisation de la paix des Nations Unies, notamment les processus de réconciliation dans la région.

Je voudrais à présent formuler quelques observations en qualité de représentante nationale.

Pour les Philippines, la réconciliation est un processus à long terme qui vise à trouver des moyens novateurs d'aborder, d'intégrer et d'accepter pleinement le passé douloureux et l'avenir afin de

faire face au présent. Le fondement de cette approche est un environnement qui édifie, cultive et fait sienne une culture de paix. Pour le Gouvernement philippin, les composantes de cet environnement incluent des programmes de rattrapage socioéconomiques et de développement dans les zones touchées par le conflit, des programmes de sensibilisation au conflit et le développement continu d'un mouvement en faveur de la paix qui appuie le processus de paix. Parmi les autres composantes essentielles, citons les initiatives des « tables populaires pour la paix » à l'intention des jeunes, des autochtones, des femmes, des sultanats et d'autres parties prenantes, qui servent de cadre à des discussions sur les questions portant sur la paix et le conflit. Enfin, les programmes de relèvement et de redressement rapides du Gouvernement sont mis en œuvre sous l'angle de la paix pour faire en sorte que les efforts de reconstruction physique soient efficaces et permettent de reconstruire le tissu social de la communauté des nations.

Pour terminer, notre expérience de la signature de la loi organique pour la Région autonome du Bangsamoro dans le Mindanao musulman, au mois de juillet de l'année dernière, nous a appris que la signature d'un accord de paix n'est que le début du processus de paix. Celui-ci ne s'achève que lorsque la paix appartient à chaque Philippin et que tous jouissent des dividendes de la paix, à savoir le progrès, la sécurité et une vie confortable.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne la parole à l'observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies.

**Mgr Hansen** (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : Le Saint-Siège tient à remercier le Royaume-Uni d'avoir organisé le présent débat public sur la place de la réconciliation dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ce thème est à la fois crucial pour la paix et la stabilité des générations actuelles et futures et central pour la mission de l'Église catholique qui, tout au long de son histoire, s'est toujours efforcée d'être le signe et l'instrument de l'unité entre les peuples.

Un excellent exemple de réconciliation a été donné en République centrafricaine lorsque, après que des violences ont éclaté et que divers acteurs ont cherché à amplifier, voire à manipuler, le caractère religieux du conflit, afin d'aggraver encore les divisions artificielles au sein de la population, trois hommes se sont levés et ont dit « non » : l'archevêque catholique de Bangui, un pasteur évangélique de la ville et un imam. Ils ont courageusement mis en place une plateforme

interreligieuse au niveau national, et l'expérience a été renouvelée au niveau des communautés locales à travers le pays. Malgré les inévitables problèmes et difficultés rencontrés en cours de route, la vision initiale et inspirée de ces trois chefs religieux demeure. En outre, la visite de S. S. le pape François dans ce pays divisé et appauvri, en novembre 2015, suggère que les efforts de ce genre sont la seule voie à suivre. Il était et demeure inconcevable pour les croyants et les fidèles des grandes religions qu'un groupe fasse un usage injuste des armes pour asseoir sa domination sur les autres.

Les chefs religieux doivent faire preuve d'unité et montrer à leurs fidèles que la diversité, qu'elle soit ethnique ou religieuse, ne doit pas être un obstacle à l'unité d'une nation et que les divisions peuvent être surmontées lorsque nous nous engageons en faveur de la fraternité. L'invitation que le pape a adressée à l'imam de la mosquée centrale de Bangui, lui demandant de l'accompagner pour qu'ils saluent ensemble les fidèles depuis la papamobile, a été un signe fort et a eu des répercussions incroyablement positives.

La réconciliation concerne, bien sûr, les divergences; elle prend acte des divisions et cherche à surmonter les difficultés qui conduisent bien trop souvent à la mort, à la violence et à d'autres atteintes à la dignité humaine, et elle requiert de la magnanimité afin de prendre du recul, de rechercher le bien commun et d'investir dans un avenir plus juste, plus humain et plus prospère. Cependant, la réconciliation véritable ne minimise en rien les souffrances; elle doit au contraire y répondre. La réconciliation véritable examine la cause du différend et du conflit et utilise les moyens appropriés pour trouver le chemin d'une paix durable, ce qui, bien entendu, n'est pas possible sans justice.

Promouvoir la réconciliation, ce n'est pas simplement faire table rase du passé, et ne peut jamais servir d'excuse à l'impunité. Les coupables doivent être tenus responsables et les personnes dont la vie a été si durement touchée doivent recevoir une forme de réparation. À cet égard, les sociétés qui ont été fracturées doivent recourir à des mécanismes, tels que la justice transitionnelle, pour jeter les bases sur lesquelles l'état de droit pourrait être rétabli et les droits fondamentaux universels pourraient être garantis à tous. Pour que la paix puisse réellement s'épanouir, il est essentiel que des initiatives soient également définies et mises en œuvre au niveau local et au niveau communautaire, là où les communautés ecclésiales et les chefs religieux ont un rôle indispensable à jouer - un rôle qui ne peut

jamais laisser place à l'ambivalence ou à la manipulation politique. À cet égard, il importe également d'associer tous les acteurs concernés, y compris les membres de la société civile qui ont été éduqués dans des cultures de paix et qui, à leur tour, les suscitent.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je voudrais simplement rappeler à tous mes collègues de limiter la durée de leurs déclarations à quatre minutes. Nous imposons une limite de temps pour permettre à toutes les personnes ici présentes de participer au débat. Les orateurs peuvent être assurés que nous sommes sensibles à leurs remerciements et à leur gratitude à notre endroit pour l'organisation de ce débat, de même qu'aux félicitations qu'ils nous adressent à l'occasion de notre accession à la présidence, conformément à l'ordre alphabétique. Nous nous félicitons également qu'ils apprécient la sagesse dont nous avons fait preuve en organisant ce débat. Par conséquent, les orateurs peuvent faire l'impasse sur cette partie de leurs déclarations. Je sais que le prochain orateur donnera l'exemple à cet égard.

Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

**M. Arbeiter** (Canada) (*parle en anglais*) : Lorsque les Canadiens pensent à la réconciliation, ils pensent avant tout, bien sûr, à notre propre histoire coloniale, à notre relation avec les peuples autochtones et à notre propre processus douloureux et toujours en cours. En 2017, le Premier Ministre Justin Trudeau s'est adressé à l'Assemblée générale (voir A/72/PV.12) et a dit que l'incapacité des gouvernements canadiens successifs à respecter les droits des populations autochtones au Canada nous faisait grandement honte. Nous voyons notre chemin vers la réconciliation comme une série d'actions continues, dont l'une a été l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Au cœur de notre voyage, il y a la possibilité pour les victimes et les survivants de raconter leur histoire et d'être véritablement écoutés et entendus dans l'ensemble du pays. Il s'agissait d'un élément clef de la Commission de vérité et réconciliation du Canada et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées du Canada.

Grâce à notre expérience, nous savons de première main que les institutions injustes et les inégalités systémiques n'apparaissent pas du jour au lendemain et ne se démantèlent pas en un jour. Nous savons qu'il faudra du temps, des investissements, de l'énergie, de l'humilité et une volonté politique soutenue

pour surmonter ces héritages et en construire, ensemble, de nouveaux. Nous savons aussi qu'il n'existe pas de solution toute faite. Mais il y a quelques dénominateurs communs, dans notre expérience et dans celle des autres, dont nous pouvons tous apprendre.

Premièrement, nous savons que la réconciliation n'est pas un événement ni même un processus isolé. Pour être efficaces, les efforts de réconciliation doivent concilier des exigences concomitantes, notamment la paix et la justice, la prise en compte du passé, le fait de se tourner vers l'avenir, la responsabilisation des coupables et l'apaisement des victimes. Deuxièmement, le succès des processus de réconciliation repose d'abord et avant tout sur l'appropriation nationale et sur le leadership national. Troisièmement, ces processus sont axés sur les survivants et les victimes. Ils luttent contre les conséquences de l'exclusion en favorisant l'inclusion, tout en faisant participer les communautés locales à la conception des processus et à la mise en œuvre des recommandations qui en découlent.

Je tiens à saluer l'Afrique du Sud, membre du Conseil de sécurité, qui nous a montré que le fait de tenir véritablement compte du passé peut contribuer à bâtir un avenir dont personne ne sera exclu. L'exemple sud-africain illustre à la fois les liens qui existent entre les inégalités et l'instabilité généralisées et ceux qui existent entre les efforts sincères en faveur de l'égalité et la stabilité. Dans le même ordre d'idées, nous jugeons très encourageantes les mesures similaires qui sont prises aujourd'hui en Gambie et nous sommes ravis de constater que ce que nous espérons voir en République centrafricaine est en train d'être mis en œuvre pour la première fois.

(*l'orateur poursuit en français*)

En Gambie, l'établissement de la Commission vérité, réconciliation et réparations a marqué une rupture profonde par rapport aux violations de l'ancien régime. Nous saluons les efforts menés par la Commission pour rendre possible la participation d'un plus grand nombre de victimes et de témoins.

Le Canada est fier d'avoir apporté son assistance technique aux enquêtes scientifiques et son appui financier aux organisations locales aptes à renforcer la participation des survivantes de violences sexuelles. Le Canada encourage la Gambie à donner suite aux recommandations de la Commission pour assurer que ceux qui sont coupables de violations soient tenus responsables.

En République centrafricaine, nous nous réjouissons de la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation. Nous apprécions l'importance donnée à l'inclusivité, au dialogue local et à l'engagement des communautés dans le cadre de ce processus, en ce qui concerne en particulier la participation accrue des femmes.

Combattre l'impunité est un élément essentiel au maintien de la paix en République centrafricaine. Nous saluons les travaux du Tribunal pénal spécial et nous encourageons l'établissement, dès que possible, de la Commission Vérité, justice, réparation et réconciliation, en tenant compte de la politique d'équilibre de genre.

Le Canada, l'Afrique du Sud, la Gambie et la République centrafricaine représentent chacun un cas distinct, porteur de son propre héritage de racisme, de conflit violent, d'oppression et d'exclusion. Des enseignements partagés peuvent cependant en être tirés.

L'engagement politique soutenu est une condition préalable à l'efficacité.

*(l'orateur reprend en anglais)*

C'est là que, selon le Canada, le Conseil de sécurité, les organisations régionales et d'autres acteurs extérieurs ont un rôle crucial à jouer. Nous saluons l'action de l'Union africaine, en particulier pour son appui technique à la Gambie et pour avoir facilité le processus de paix en République centrafricaine.

La Commission de consolidation de la paix représente un précieux tremplin pour consolider ces partenariats et offrir une attention et un accompagnement soutenus. Je tiens à féliciter la Gambie, comme d'autres pays, de s'entretenir régulièrement avec la Commission pour faire part de son évaluation franche des défis et possibilités en matière de réconciliation.

En tant que membre de longue date de la Commission et candidat à sa présidence, et en tant que candidat à un siège au Conseil de sécurité, le Canada continuera de promouvoir les efforts visant à renforcer l'appui des Nations Unies aux processus de réconciliation nationale. Notre volonté d'écouter, d'apprendre et de nous adapter pour relever de nouveaux défis est un des atouts qui nous ont préparés à assumer ces rôles éventuels, aussi bien à la Commission de consolidation de la paix que, nous l'espérons, au Conseil de sécurité.

Je voudrais conclure ma déclaration devant le Conseil par ces mots tirés du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada :

« Sans vérité, justice et guérison, il ne peut y avoir de véritable réconciliation. La réconciliation ne vise pas uniquement à 'fermer un triste chapitre du passé du Canada', mais également à ouvrir de nouvelles voies de guérison basées sur la vérité et la justice. »

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Turquie.

**M<sup>me</sup> Kocyigit Grba** (Turquie) (*parle en anglais*) : La paix est à la fois la valeur fondamentale de l'ONU et son objectif suprême, et nous convenons que la réconciliation fait partie de la démarche globale dans laquelle s'inscrit la pérennisation de la paix. En l'absence d'une définition communément acceptée ou de directives en matière de réconciliation, nous la considérons à la fois comme un objectif et comme un processus englobant les trois piliers de l'action des Nations Unies.

Premièrement, il faut une appropriation nationale et régionale pour régler les différends. Les processus de réconciliation doivent donc émaner des parties intéressées. Il est de la responsabilité première des gouvernements nationaux de recenser, de déterminer et de cibler les priorités, les stratégies et les activités axées sur la consolidation et la pérennisation de la paix. Dans cet esprit, pour que le processus de réconciliation soit efficace, il faut tenir compte des différents points de vue des parties, afin de promouvoir la confiance et la compréhension mutuelle.

Deuxièmement, la réconciliation après un conflit est un processus de longue haleine qui vise à remédier aux causes profondes du conflit. Pour ce faire, il faut comprendre les griefs qui mènent au conflit en prenant en considération les voix des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés. Étant donné que chaque conflit est différent, différentes approches sont envisageables, en fonction du contexte national. Et il s'ensuit – c'est le plus important – qu'il ne peut y avoir de solution toute faite pour promouvoir la réconciliation après un conflit.

Troisièmement, nous avons besoin de recourir plus largement et plus efficacement à la médiation et à la facilitation du dialogue. Nous nous félicitons que le Secrétaire général soit fermement attaché à la médiation, et nous avons eu le plaisir de l'accueillir à Istanbul, à la fin du mois dernier, accompagné du Conseil consultatif de haut niveau chargé des questions de médiation, à l'occasion de la sixième Conférence d'Istanbul sur la médiation. Des tables rondes, auxquelles ont contribué



des participants actifs dans les domaines de la paix et de la réconciliation, ont été consacrées au rôle des organisations internationales et régionales, ainsi qu'à celui des technologies naissantes.

La médiation est nécessaire à toutes les étapes du cycle de conflit, et elle constitue un outil important pour la réconciliation à différentes étapes dudit cycle. Une intervention opportune pour réconcilier des parties à des hostilités naissantes, avant que les divisions ne soient enracinées, est cruciale pour nos efforts de prévention. La réconciliation devrait donc faire partie intégrante de la stratégie globale de prévention des conflits de l'ONU.

La réconciliation est également cruciale au stade de l'après-conflit, afin d'empêcher la reprise d'un conflit en édifiant des sociétés plus pacifiques et plus résilientes. Si les processus formels de réconciliation sont essentiels pour une paix durable, c'est dans la vie quotidienne que l'on trouve certaines des formes les plus puissantes de réconciliation, en termes de restauration du tissu social. Dans les situations critiques, le point de départ doit être de veiller à ce que des niveaux d'aide humanitaire adéquats soient disponibles. Or les outils d'une réconciliation à long et moyen terme, tels que l'éducation, les soins de santé et la démobilisation et le désarmement, sont souvent sous-financés, ce qui est susceptible de perpétuer les divisions sociales dans les sociétés sortant d'un conflit.

Les besoins et les préoccupations des femmes et des jeunes, ainsi que la réintégration des réfugiés et des déplacés doivent être pris en compte dans la planification humanitaire et dans les interventions post-conflit au niveau stratégique.

Dans ce contexte, je voudrais terminer en soulignant que les actes sont plus éloquents que les paroles. Il est temps, par exemple, de mettre un terme au conflit en Syrie, qui continue de meurtrir la conscience collective de l'humanité. Ce conflit a déjà fait près d'un million de morts et déplacé plus de 12 millions de personnes, dont la moitié ont été contraintes à quitter le pays.

Il est impératif que la communauté internationale appuie le corridor de la paix, qui permettrait au peuple syrien de rentrer volontairement dans son pays d'origine, dans la sécurité et la dignité. Nous continuerons d'œuvrer à la transformation de la Syrie en un pays démocratique, laïc et stable, au sein de frontières sûres, dans le plein respect de son intégrité territoriale et de son unité nationale.

La Turquie est prête à partager l'expérience qu'elle a acquise en accompagnant activement et en appuyant les efforts de relèvement de divers pays sortant d'un conflit, depuis les Balkans jusqu'à la Corne de l'Afrique, en passant par le Moyen-Orient. Nous sommes déterminés à continuer d'appuyer l'intensification des efforts de l'ONU dans ce sens.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Irlande.

**M<sup>me</sup> Byrne Nason** (Irlande) (*parle en anglais*) : La réconciliation est assurément une question cruciale pour le Conseil de sécurité. Comme nous l'avons déjà dit dans cette salle, la paix est un processus, pas un événement ponctuel. Il est impératif de faire taire les armes, mais cela ne suffit pas pour rapprocher les sociétés. Presque toujours, il s'ensuit un long processus de reconnaissance des torts passés, de rétablissement de la confiance et de préparation d'un avenir commun.

La conception que l'Irlande a de la réconciliation est très profondément influencée par son propre processus de paix, fondé sur l'Accord du vendredi saint de 1998, qui a mis fin à quelque 30 années de violence en Irlande du Nord, où les efforts pour préserver la paix et promouvoir la réconciliation se poursuivent aujourd'hui. Les Gouvernements irlandais et britannique travaillent en partenariat dans le cadre de cet accord, qui engage toutes les parties :

« à instaurer la réconciliation, la tolérance et la confiance mutuelle, et à protéger et défendre les droits fondamentaux de tous ».

Une réconciliation véritable est assurément au cœur de tout processus de paix réussi.

Il ne fait guère de doute que la réconciliation, en soi, n'est pas un processus facile. En Irlande, nous avons également appris que pour être couronné de succès, ce processus doit être inclusif. L'une des principales femmes impliquées dans l'édification de la paix en Irlande du Nord, Avila Kilumurray, a récemment évoqué l'importance de l'action des groupes de femmes locaux, tels que le Foyle Women's Information Network et le Training for Women Network d'Irlande du Nord. Les efforts courageux qu'elles déploient au sein de leurs communautés pour forger une compréhension commune ont été essentiels pour instaurer la confiance sur la voie qui nous mène à la réconciliation.

C'est précisément parce que nous connaissons la valeur des efforts des communautés locales

pour instaurer la réconciliation que, en 1982, le Gouvernement irlandais a mis en place le Fonds pour la réconciliation. L'an dernier, le Fonds a soutenu 153 organisations non gouvernementales, groupes communautaires et organisations bénévoles, dans le but précis de promouvoir la réconciliation et d'améliorer la compréhension entre les populations et les traditions de l'île d'Irlande, et entre l'Irlande et la Grande-Bretagne.

Le Fonds international pour l'Irlande a été créé conjointement en 1986 par les Gouvernements britannique et irlandais, sous la forme d'un organe indépendant chargé d'encourager les contacts, le dialogue et la réconciliation dans toute l'île d'Irlande. Cette entité poursuit, aujourd'hui encore, son travail indispensable dans le cadre de nos efforts pour consolider la paix. Il a bénéficié de l'appui de partenaires internationaux, dont les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et, surtout, l'Union européenne. S'agissant de la conclusion d'accords de paix, le processus fondamental de réconciliation qui s'ensuit peut grandement bénéficier de l'appui, des perspectives et du partage des connaissances des partenaires internationaux engagés. Même si des progrès ont été accomplis à de nombreux égards dans le cadre du processus de paix en Irlande, des problèmes et des obstacles persistent.

S'il est vrai que chaque conflit est différent, il est également utile de partager les expériences en matière de réconciliation, des processus et du dialogue locaux aux commissions nationales de vérité. Nous estimons que l'ONU doit rassembler et partager ces expériences dans tous les contextes et sur tous les continents. L'Irlande appuie des approches fondées sur des principes et adaptées aux conditions locales en matière d'établissement des responsabilités et de réconciliation, qui permettent de renforcer au maximum la paix et la justice, garantissent les droits des victimes et intègrent ce que nous appelons une analyse critique du contexte dans lequel les conflits se sont déroulés.

La réconciliation est trop souvent la dernière préoccupation une fois que la violence immédiate a cessé et que la communauté internationale a relâché son attention. En particulier, nous estimons que les transitions lancées après le retrait des opérations de maintien de la paix des Nations Unies représentent un moment important pour mettre systématiquement l'accent sur l'appui aux efforts de réconciliation à tous les niveaux. Selon nous, cela passe par le renforcement des équipes de pays des Nations Unies, la coopération

avec la Commission de consolidation de la paix et l'appui au Fonds pour la consolidation de la paix.

Nous estimons également que le Conseil de sécurité peut, et franchement, doit faire plus. Comme le soulignent les résolutions sur la pérennisation de la paix, investir dans la paix exige de mettre en place une approche qui s'étend à tous les piliers et dont la réconciliation est un élément fondamental. La mobilisation de ressources à l'appui de ces efforts est un investissement nécessaire et utile, et nous demandons instamment au Conseil de jouer son rôle. En tant que pays qui aspire à devenir membre de cet organe, nous espérons avoir l'occasion d'agir et de jouer notre rôle dans ces efforts en 2021 et 2022.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Qatar.

**M<sup>me</sup> Al-Thani** (Qatar) (*parle en arabe*) : Nous tenons en premier lieu, Monsieur le Président, à féliciter votre pays ami, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois-ci, et nous vous remercions d'avoir organisé cette importante séance.

Ce fléau que sont les conflits et leur coût financier et humain élevé signifient que la prévention et le règlement des conflits sont un impératif moral et humain qui exige de mettre en place une approche globale pour préserver les progrès accomplis et prévenir la reprise des conflits. Dans le cadre de cette approche globale, il faut œuvrer en faveur de la réconciliation nationale, s'attaquer aux causes profondes des conflits et tirer parti des mécanismes d'alerte rapide.

Dans le contexte de la consolidation de la paix, la pérennisation de la paix constitue une tâche et une responsabilité partagées que doivent assumer toutes les parties prenantes nationales. À cet égard, nous tenons à souligner le rôle essentiel que peuvent jouer le Secrétaire général, la Commission de consolidation de la paix et l'ONU en général, ainsi que les organisations et organismes régionaux et internationaux compétents, dans le cadre de partenariats et grâce au renforcement des capacités et des compétences locales.

Pour qu'un processus de réconciliation soit efficace et durable, il doit être véritable, crédible et sans exclusive. Il doit viser à consolider une paix durable et à remédier aux causes profondes des conflits, avec la participation des chefs religieux et de la société civile dans son ensemble. En outre, nous devons nous efforcer d'accroître la participation, la représentation

et la contribution des femmes à tous les stades du règlement des conflits et de la médiation, notamment les initiatives de réconciliation, et prendre en compte les questions de genre dans le contexte des dialogues à des fins de réconciliation et des initiatives de prévention des conflits.

Le Qatar estime également que les jeunes peuvent jouer un rôle important. Il est évident que nous ne pouvons pas envisager de pérenniser la paix et de prévenir la reprise des conflits à l'avenir sans la participation des générations futures. À cet égard, nous voudrions indiquer que l'État du Qatar prévoit d'accueillir le deuxième Colloque international sur la participation des jeunes aux processus de paix l'année prochaine.

Le Qatar, qui aspire à pérenniser la paix, à renforcer la stabilité, à prévenir la reprise des conflits et à promouvoir l'unité nationale, est conscient de l'importance de la réconciliation nationale en vue d'atteindre ces objectifs. Nous estimons donc qu'il est essentiel d'appuyer la réconciliation dans le contexte des efforts visant à consolider la paix, notamment grâce à la médiation et à l'aide humanitaire et au développement, qui améliorent les perspectives de parvenir à une paix durable. C'est ce qui a motivé le Qatar à œuvrer au rétablissement de la stabilité en Afghanistan, au Darfour et ailleurs.

Les éléments clefs pour garantir la réussite, l'efficacité et la cohérence des processus de réconciliation sont notamment la justice, l'application du principe de responsabilité et la lutte contre l'impunité, en particulier pour le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les violations flagrantes du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. L'application du principe de responsabilité est un facteur de dissuasion important qui contribue à prévenir la réapparition ou la reprise des conflits. C'est pourquoi nous appuyons l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes et le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Constituer un dossier sur les crimes qui ont été commis et traduire leurs auteurs en justice sont des facteurs importants pour parvenir à un règlement pacifique des différends et à une réconciliation durable.

Enfin, nous devons accorder l'attention voulue aux efforts visant à appuyer la consolidation et la pérennisation de la paix et à trouver des solutions durables aux conflits. Nous devons analyser tous les facteurs de réussite et nous inspirer des meilleures pratiques afin de préserver les générations futures du fléau de la guerre et des conflits.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bangladesh.

**M. Bin Momen** (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence britannique d'avoir organisé le présent débat public sur la place de la réconciliation dans la promotion des efforts de consolidation et de pérennisation de la paix dans le contexte plus large de la paix et de la sécurité internationales. Nous remercions également le Secrétaire général et les autres intervenants d'avoir partagé leurs réflexions et leurs perspectives importantes sur la question.

La réconciliation a fait ses preuves en tant que moyen utile de pérenniser la paix et de prévenir la reprise des conflits, qu'il s'agisse de conflits interétatiques ou entre États. La Commission de consolidation de la paix a une vaste expérience à cet égard. Dans le cadre de son rôle consultatif, elle continue d'informer le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et les États Membres sur la voie à suivre pour appuyer plus efficacement la réconciliation afin de prévenir la reprise des conflits et de promouvoir une paix et une sécurité durables aux niveaux national, régional et mondial. Nous devons intégrer de façon plus approfondie ces connaissances dans une approche globale en matière de consolidation et de pérennisation de la paix. La réconciliation englobe de nombreuses questions, de l'état de droit à l'application du principe de responsabilité, en passant par la justice transitionnelle, la promotion d'une croissance économique durable, l'appropriation nationale, la cohésion sociale, l'égalité des sexes et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment la liberté de religion.

En tant qu'un des principaux pays fournisseurs d'effectifs militaires et de police, le Bangladesh appuie les stratégies de réconciliation nationale et locale dans les pays sortant d'un conflit. Sous la direction avisée de la Première Ministre Sheikh Hasina, nous avons également mené un processus de réconciliation couronné de succès dans la région de Chittagong Hill Tract, qui a abouti, en 1997, à la signature de l'Accord de paix de Chittagong

Hill Tracts et nous a permis d'instaurer une paix durable avec les minorités ethniques dans cette région.

Sur la base de ces expériences, nous estimons que la réconciliation peut jouer un rôle crucial dans le règlement de la crise humanitaire qui frappe les Rohingya, dont nous subissons de plein fouet les conséquences. Nous sommes convaincus que le Conseil de sécurité peut jouer un rôle important dans la promotion de la paix dans l'État rakhine, au Myanmar, en garantissant la réconciliation et la réintégration des Rohingya au sein de la société du Myanmar, ce qui pourrait ouvrir la voie au rapatriement. Cela exige certainement de créer un environnement propice sur la base du dialogue entre les Rohingya – et d'ailleurs les autres minorités ethniques –, le reste de la société du Myanmar et les autorités du Myanmar, ainsi que sur la base d'un processus politique durable. Par conséquent, nous préconisons une approche plus globale, notamment en prévenant la violence contre des civils non armés, en mettant fin aux discours déshumanisants et en luttant contre les causes profondes du conflit. Nombreux sont les modèles qui ont permis d'établir la vérité, de parvenir à la réconciliation et d'administrer la justice transitionnelle, comme nous l'avons constaté dans plusieurs pays, notamment le Rwanda, l'Afrique du Sud et la Sierra Leone, et nous pouvons nous en inspirer. Des rapports établis par divers mécanismes de l'ONU concernant le Myanmar peuvent également être utiles.

En outre, nous tenons à souligner quelques points.

Premièrement, le Myanmar doit adopter des stratégies de réconciliation clairement définies afin que les Rohingya rapatriés puissent vivre en harmonie avec les autres populations de l'État rakhine. À cet égard, on ne saurait trop insister sur l'importance que revêtent des mesures de confiance appropriées entre les parties concernées. Une approche qui associe l'ensemble de la société, en faisant appel à la société civile et aux médias, est essentielle.

Deuxièmement, tout processus de réconciliation dans l'État rakhine doit répondre aux exigences de transparence, d'objectivité, de fiabilité et de confiance. En conséquence, il est important que des acteurs régionaux ou internationaux participent à ce processus. La réussite de ce processus repose en grande partie sur l'impartialité des acteurs et leur respect des normes établies, de différentes opinions et plus important, du droit international.

Troisièmement, le Conseil de sécurité doit encourager le Myanmar à répondre aux principales revendications et à garantir le libre passage en toute sécurité du personnel et des fournitures humanitaires concernés, en vue d'assurer la réinstallation des civils et l'atténuation des souffrances humanitaires.

Quatrièmement, nous avons entendu des témoignages de première main portant sur les violences sexuelles dont sont victimes les femmes rohingya qui fuient le Myanmar. Les enfants et les jeunes ont également été durement touchés. Par conséquent, la promotion d'une vraie réconciliation et la réintégration de la communauté rohingya nécessiteraient la participation active des femmes et des jeunes à ce processus.

Enfin, il est de la plus haute importance de garantir l'application du principe de responsabilité et de la justice en cas de violations graves du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. À cet effet, la communauté internationale et l'ONU doivent utiliser à bon escient les outils à leur disposition. Comme le Secrétaire général l'a dit ce matin, aucune réconciliation ne peut fonctionner sans justice.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie.

**M. Jinga** (Roumanie) (*parle en anglais*) : Conformément à votre demande, Monsieur le Président, je ne prononcerai pas le premier paragraphe de ma déclaration, dans lequel j'exprime ma gratitude. Je tiens tout de même à remercier les intervenants de leurs contributions complètes et utiles au présent débat.

La Roumanie s'associe à la déclaration faite plus tôt au nom de l'Union européenne.

Je vais maintenant faire quelques observations à titre national.

Depuis le dernier débat public du Conseil sur cette question, en 2004 (voir S/PV.4903), le contexte de la paix et de la sécurité internationales a considérablement changé. Aujourd'hui, la nature de plus en plus complexe et multidimensionnelle des conflits nous oblige à explorer des moyens tout aussi complexes et novateurs pour mener des processus de réconciliation. Dans le cadre de la réconciliation, nous devons prendre conscience des erreurs du passé, rétablir la dignité humaine des victimes et contraindre les auteurs des crimes à répondre de leurs actes. Ce processus doit également être mené de manière à améliorer les relations futures entre les parties et à



créer une société juste et inclusive qui ne retombera pas dans le conflit.

Bien que les processus de réconciliation dépendent fortement du contexte et qu'il n'existe pas de solution toute faite, certaines recommandations sont universelles. Qu'il me soit permis d'en mentionner quelques-unes.

Premièrement, je souligne l'importance de l'appropriation nationale. Nous croyons fermement que les communautés en situation de conflit doivent jouer un rôle de premier plan dans l'évaluation de la manière de conduire les processus de réconciliation. La réconciliation doit être prise en charge par les pays, car une paix durable ne saurait être imposée de l'extérieur. Toutefois, si la responsabilité première incombe aux pays, la communauté internationale et l'ONU peuvent offrir une assistance. Cela peut prendre la forme d'enseignements et de bonnes pratiques tirés de situations d'après-conflit similaires, en plaidant en faveur de normes et de règles internationales, en renforçant les capacités pour mettre en place des institutions démocratiques efficaces, en consolidant l'état de droit et en garantissant une assistance adéquate. La promesse d'une vie décente offerte par un développement économique durable peut être l'une des plus fortes incitations à la réconciliation.

Deuxièmement, l'inclusivité est essentielle. En octobre dernier, le Conseil de sécurité a tenu son débat annuel sur les femmes et la paix et la sécurité (voir S/PV.8649). Je réaffirme que les femmes doivent être placées au cœur des efforts de règlement des conflits et de consolidation de la paix. Tout aussi importants, les jeunes jouent un rôle essentiel dans la réconciliation parce qu'ils peuvent remettre en question les stéréotypes et être des agents de changement dans la transformation des conflits. Il est donc crucial de mettre l'accent sur la mise en œuvre des programmes relatifs aux femmes et à la paix et la sécurité et aux jeunes et à la paix et la sécurité.

Troisièmement, les partenariats jouent un rôle déterminant. Les connaissances et les compétences que les organisations régionales et sous-régionales, telles que l'Union africaine, l'Union européenne, ou encore la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, peuvent apporter sont d'une importance capitale. Nous jugeons également nécessaire de renforcer les partenariats au sein de l'ONU. À cet égard, pendant la présidence roumaine de la Commission de consolidation de la paix en 2018, l'une de nos priorités était d'accroître les synergies entre la Commission, le

Fonds pour la consolidation de la paix et le Conseil de sécurité. La Commission de consolidation de la paix jouit d'une position unique à l'appui des efforts de réconciliation, compte tenu du rôle fédérateur qu'elle joue auprès des États Membres, des entités des Nations Unies, des institutions financières internationales, des organisations régionales et de la société civile.

La réconciliation est à la fois un processus et un objectif, et si les cadres institutionnels et juridiques existants sont absolument indispensables, la réconciliation exige une approche associant l'ensemble de la société. La réconciliation informelle, menée aux niveaux individuel et local, peut être aussi importante que les processus officiels pour rétablir la confiance et le tissu social. Nelson Mandela, l'une des figures éminentes d'une réconciliation réussie, l'a dit très clairement lorsqu'il a déclaré :

« En fin de compte, la réconciliation est un processus spirituel qui exige plus qu'un simple cadre juridique. Elle doit se faire dans le cœur et l'esprit des gens ».

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Géorgie.

**M. Imnadze** (Géorgie) (*parle en anglais*) : Je me joins à mes collègues pour remercier la présidence britannique d'avoir organisé ce débat sur la question de la réconciliation et d'avoir inscrit cette dernière en bonne place dans l'ordre du jour du Conseil. Nous félicitons le Royaume-Uni de son accession à la présidence du Conseil.

La réconciliation est vitale pour parvenir à une paix durable et, au vu du cycle continu de guerres, de conflits violents et d'accords de paix infructueux d'aujourd'hui, il devient urgent de faire progresser le processus de réconciliation.

La Géorgie est attachée à la politique de règlement pacifique des conflits et mène une politique de réconciliation et d'engagement à l'égard des régions occupées d'Abkhazie et de Tskhinvali/Ossétie du Sud. Alors même qu'il est confronté à l'occupation russe et à l'annexion progressive le long de la ligne d'occupation dans ces deux régions, le Gouvernement géorgien ne ménage aucun effort pour instaurer la confiance entre les communautés artificiellement divisées et pour renforcer les contacts interpersonnels, notamment en faisant participer les femmes aux projets en faveur de la paix et en prenant des mesures de confiance.

En 2018, en étroite coopération avec toutes les parties prenantes nationales et internationales concernées, le Gouvernement géorgien a adopté une nouvelle initiative de paix intitulée « Un pas vers un avenir meilleur ». Cette initiative a suscité l'intérêt de la population locale dans les régions géorgiennes d'Abkhazie et de Tskhinvali, et malgré les barrières artificielles installées le long des lignes de démarcation, les contacts interpersonnels et l'intérêt pour les voyages dans toute la Géorgie ont augmenté. La principale nouveauté de cette initiative, c'est qu'en plus de présenter des avantages et des possibilités concrets, elle ouvre pour la première fois des perspectives économiques et commerciales de part et d'autre des lignes de démarcation. Cette initiative de paix revêt trois dimensions principales.

La première consiste à faciliter les échanges commerciaux de part et d'autre des lignes de démarcation. L'objectif est d'encourager les initiatives commerciales conjointes et de simplifier et stimuler le commerce en créant de nouvelles possibilités, de sorte à commercialiser les produits originaires d'Abkhazie et de Tskhinvali, ou fabriqués dans ces régions, en Géorgie, ainsi qu'à l'étranger grâce aux possibilités d'exportation dont dispose la Géorgie. Elle permet également l'approvisionnement des régions occupées en biens produits dans les territoires sous contrôle géorgien ou importés en Géorgie.

La deuxième dimension consiste à améliorer les possibilités d'éducation pour les habitants d'Abkhazie et de Tskhinvali en facilitant l'accès à tous les niveaux d'éducation dans l'ensemble de la région, et en élargissant les possibilités de participer à des programmes éducatifs internationaux en simplifiant l'accès aux universités internationales d'une manière neutre vis-à-vis du statut. Il est important de noter qu'en partenariat avec la communauté internationale, cette initiative vise à protéger la langue abkhaze afin de garantir l'enseignement dans la langue maternelle en Abkhazie.

La troisième dimension consiste à faciliter l'accès aux services publics en simplifiant les procédures techniques d'obtention de passeports et de documents administratifs géorgiens par les résidents des régions occupées. Bien qu'illégaux, les documents délivrés en Abkhazie et à Tskhinvali permettront de réunir des informations sur les naissances, les décès, les mariages, les divorces et les lieux de résidence, et les actes d'état civil nécessaires seront délivrés ultérieurement.

Afin d'appuyer la mise en œuvre de l'initiative de paix « Un pas vers un avenir meilleur », le Gouvernement géorgien a créé le 12 août un fonds pour la paix. Ce fonds octroie des subventions pour des projets socioéconomiques de part et d'autre des lignes de démarcation, facilitant ainsi le dialogue, la coopération, la réconciliation et le renforcement de la confiance entre les communautés divisées, ainsi que l'autonomisation des populations touchées par le conflit vivant de part et d'autre des lignes de démarcation et l'amélioration de leurs conditions socioéconomiques.

La gratuité des services de santé est un élément essentiel de la politique de paix et d'engagement du Gouvernement géorgien, qui permet aux habitants des régions d'Abkhazie et de Tskhinvali d'accéder à divers programmes nationaux de soins de santé. Le programme national d'orientation propose notamment des soins de santé gratuits aux personnes résidant dans les régions occupées. Il est important de mentionner que le nombre de bénéficiaires augmente chaque année.

Toutefois, à l'heure où nous parlons, le programme est gravement menacé dans la région de Tskhinvali. Il y a quelques semaines à peine, nous avons informé le Conseil des mesures visant à transformer les lignes de démarcation en véritables frontières et de la fermeture des « points de passage » situés dans la région de Tskhinvali, notamment dans la ville d'Akhalgori. En conséquence, un nouvel accident mortel s'est produit lorsque Margo Martiashvili, âgée de 70 ans, qui avait besoin d'une assistance médicale urgente, est décédée parce que le régime d'occupation a refusé d'ouvrir temporairement le point de passage pour lui permettre de se rendre à l'hôpital le plus proche.

Récemment, le 9 novembre, alors qu'il rendait visite à un patient nécessitant des soins urgents, le docteur Vazha Gaprindashvili, de Tbilissi, a été détenu illégalement par les forces d'occupation et condamné à deux mois de détention provisoire. À l'heure où nous parlons, il se trouve toujours en détention pour avoir prétendument « franchi illégalement la frontière », entre autres accusations fabriquées de toutes pièces. Le docteur Gaprindashvili doit être libéré immédiatement. Nous appelons la communauté internationale à adopter par principe une position ferme sur cette question. Il s'agit de toute évidence d'une tentative de la Puissance occupante et des autorités compétentes de déstabiliser davantage la situation sur le terrain, qui est déjà grave sur le plan humanitaire, de la sécurité et des droits de l'homme. Ce qui est encore plus alarmant, c'est que

les détentions illégales, les enlèvements, la torture, les assassinats et les pertes en vies humaines sont devenus monnaie courante et que personne n'est tenu responsable de ces crimes.

La Puissance occupante est la seule partie responsable de la situation sur le terrain. Par conséquent, l'engagement de nos partenaires et de l'ONU, visant avant tout à appuyer nos efforts de réconciliation, contribuera considérablement à l'instauration d'une paix pérenne.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Viet Nam.

**M. Dang Dinh Quy** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Le Viet Nam s'associe à la déclaration qui a été prononcée par la représentante des Philippines au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

En dépit des efforts considérables qui ont été déployés, des conflits se prolongent ou réapparaissent dans de nombreuses régions. Cela est dû notamment à l'absence de prise de conscience ou à la sous-estimation de l'importance de la réconciliation ainsi qu'à l'absence d'investissements dans la réconciliation. Même si nous convenons que la réconciliation consiste fondamentalement à établir ou à rétablir des relations, nous estimons que les processus de réconciliation doivent être menés dans un esprit de tolérance, sur la base d'une approche globale et à tous les niveaux. Je voudrais mettre en exergue les points suivants.

Premièrement, les efforts de réconciliation doivent être dirigés et pris en charge par le pays. Les parties concernées, qui connaissent le mieux les causes profondes des conflits, doivent être les principaux promoteurs et acteurs de la réconciliation. En outre, un processus de réconciliation couronné de succès passe par la confiance et des objectifs à long terme, ce qui exige une approche globale qui prend notamment en compte les questions politiques, sociales, économiques, culturelles et judiciaires.

Deuxièmement, les organisations régionales, qui sont les mieux indiquées pour renforcer la confiance stratégique et la confiance mutuelle entre les pays d'une région donnée, peuvent être des acteurs efficaces dans les processus de réconciliation. Par exemple, les Hautes Parties contractantes au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est de 1976 ont convenu de constituer un Haut Conseil chargé de fournir aux parties aux différends des recommandations sur les moyens appropriés de les régler, notamment la réconciliation. Le Haut Conseil

peut également constituer un comité de conciliation, avec le consentement des parties au différend.

Troisièmement, l'ONU doit jouer un rôle d'appui à la réconciliation en promouvant des changements normatifs et en sensibilisant l'opinion publique. Elle doit également renforcer la coordination et les synergies au sein du système des Nations Unies, ainsi que les partenariats entre l'ONU et d'autres acteurs, en veillant à encourager une participation accrue de toutes les parties prenantes. L'ONU peut et doit aider les organisations régionales et les pays à renforcer leurs capacités en matière de réconciliation et contribuer au partage des meilleures pratiques entre régions et pays.

Pour terminer, nous réaffirmons notre engagement ferme à œuvrer sans relâche en faveur du règlement pacifique des différends et des conflits, en vue d'instaurer une paix pérenne.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Chypre.

**M<sup>me</sup> Ioannou** (Chypre) (*parle en anglais*) : Les accords de paix peuvent permettre de traiter des symptômes des conflits, mais on ne peut pas remédier pleinement à leurs causes sans rétablir, au niveau local, les relations brisées qui sont à l'origine du cycle du conflit ou qui l'alimentent. En tant que pilier humain du règlement des conflits, en complément de ses piliers politique et judiciaire, la réconciliation est peut-être le seul processus à même d'aider une société sortant d'un conflit à accepter des faits historiques brutaux et irréversibles. Nous voudrions présenter les trois éléments suivants qui, à notre avis, sont essentiels pour que la réconciliation soit crédible en tant que projet au service d'un avenir pacifique, au moyen d'un processus organique permettant de surmonter un passé violent.

Premièrement, la réconciliation ne peut se substituer à la justice ou servir de prétexte à l'impunité, tant par principe que parce que le ressentiment suscité par l'absence de responsabilisation va à l'encontre de l'objectif d'instaurer une paix viable. La réconciliation doit plutôt être un mécanisme complémentaire de responsabilisation qui oblige les auteurs de crimes à assumer la responsabilité de leurs actes. Par le passé, des amnisties individuelles et collectives ont été prévues dans les accords politiques afin de mettre un terme aux conflits. Toutefois, les auteurs de crimes internationaux graves, comme les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, ne peuvent bénéficier d'une amnistie au titre des accords de paix ou dans le cadre des processus de

réconciliation. L'ONU a une responsabilité morale et matérielle à cet égard, en particulier en ce qui concerne les accords de paix conclus sous son égide.

Deuxièmement, même s'il est très difficile pour une société de faire face à des vérités historiques pénibles, aux questions d'identité, aux préjugés et aux inégalités, un processus de réconciliation qui se veut crédible ne doit jamais servir à aseptiser ou à réviser l'histoire.

Troisièmement, en ce qui concerne le calendrier, il est difficile d'envisager un processus de réconciliation avant de parvenir à un règlement politique, étant donné la difficulté qu'il y a à parvenir au résultat souhaité, qui n'est rien de moins qu'une transformation sociale grâce à la coexistence pacifique de rivaux, sans laisser aucune place à des interprétations antagoniques de l'histoire ou à la remise en question de la vérité et en créant des structures sociales et politiques unifiées.

Enfin, notre plus grand défi en matière de réconciliation est d'en élargir la portée, en passant d'un processus national à un processus permettant de faire droit aux griefs résultant de conflits interétatiques, bien entendu, sans préjudice de l'administration de la justice pénale internationale.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Kazakhstan.

**M. Umarov** (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : La réconciliation dans le contexte du maintien de la paix et de la sécurité internationales est une question des plus pertinentes car, avec la médiation et la diplomatie, elle fait partie intégrante des processus de maintien et de consolidation de la paix. Le dispositif de sécurité moderne, qui repose sur la responsabilité collective de tous les États Membres de l'ONU, est mis à l'épreuve. La méfiance entre les grandes puissances, les inégalités économiques et sociales criantes et le sous-développement entravent le progrès dans de nombreuses régions du monde.

Le Kazakhstan a toujours joué un rôle de premier plan en matière de diplomatie préventive, de prévention des conflits, de réconciliation et de mesures de confiance, qui sont les principes fondamentaux du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le meilleur exemple concret à cet égard a été la création, à l'initiative du Kazakhstan, du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, qui est, depuis plus de 10 ans, un instrument efficace chargé

de relever, à titre préventif, les principaux défis qui se posent dans notre région.

La priorité accordée à la prévention des conflits dans les mandats de l'ONU et des organisations régionales est un outil essentiel pour parvenir à la réconciliation et maintenir la paix et la sécurité internationales. À cet égard, nous voudrions signaler que mon pays a accueilli avec succès la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, qui est organisée depuis plus de 25 ans et rassemble 28 pays.

Conscient que la foi et les chefs religieux peuvent jouer un rôle important dans la réconciliation, le Kazakhstan est fier d'organiser le Congrès des dirigeants de religions mondiales et traditionnelles depuis 2003. La valeur ajoutée du Congrès réside dans le fait qu'il rassemble autour d'un programme commun des chefs religieux, des personnalités politiques, des représentants d'organisations internationales, ainsi que des experts, des organisations non gouvernementales et des membres de la société civile.

Convaincu que la guerre ne peut jamais être une solution durable à aucun problème, le Kazakhstan a œuvré en faveur d'un processus politique viable, inclusif et dirigé par la Syrie et a accueilli le processus d'Astana sur la Syrie. Nous sommes convaincus que les 13 cycles de pourparlers tenus à Astana ont contribué aux efforts déployés par l'ONU pour lancer la Commission constitutionnelle syrienne, qui, selon l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Geir Pedersen, « peut ouvrir la porte à un processus politique plus large qui répond aux aspirations légitimes du peuple syrien. » (*S/PV.8628, p. 2*).

Nous voudrions faire les observations suivantes sur la base de notre expérience.

Premièrement, la réconciliation est un processus et un résultat où les mesures de renforcement de la confiance jouent un rôle important car elles incitent les parties à engager un dialogue constructif. On ne peut pas parvenir à la réconciliation en l'absence de mesures de renforcement de la confiance qui facilitent les contacts interpersonnels, favorisent la tolérance et renforcent les droits et la participation des minorités.

Deuxièmement, le processus de réconciliation doit être mené au moyen d'interventions diverses à tous les niveaux, des dirigeants nationaux au niveau local, tout en tenant compte du contexte historique et culturel particulier du pays concerné. Il est également clair que les conflits doivent être réglés par la diplomatie et grâce aux investissements dans le développement.



Troisièmement, la réconciliation ne peut être imposée de l'extérieur. Elle doit être élaborée par toutes les parties prenantes concernées, y compris les femmes et les jeunes.

Enfin, l'année prochaine, la famille des Nations Unies célébrera son soixante-quinzième anniversaire. Cette étape importante représente une occasion unique d'examiner d'un œil critique les problèmes et les défis auxquels nous sommes confrontés. Mon pays a été et sera toujours à l'avant-garde de la diplomatie, de la médiation et de la réconciliation, les utilisant comme les armes les plus puissantes pour la paix et la sécurité.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Sri Lanka.

**M<sup>me</sup> Samarasinghe** (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Il est important de reconnaître que les conditions sociales, économiques et politiques aux niveaux communautaire et national pourraient avoir des effets profonds et très divergents sur la scène mondiale, de par leurs répercussions sur la paix et la sécurité internationales.

Les attaques récentes commises à Sri Lanka le dimanche de Pâques montrent à quel point le mondial peut être localisé et le local, mondialisé. Les terroristes nationaux inspirés par l'État islamique d'Iraq et du Levant responsables de ces attentats – dont certains avaient été éduqués à l'étranger et venaient de familles aisées et politiquement influentes – ont été radicalisés en dehors du pays et par les médias sociaux. Pour Sri Lanka, multiethnique, multiculturelle et multireligieuse, après une décennie de paix au cours de laquelle nous avons progressé vers la réconciliation, la justice transitionnelle et le développement économique, les attaques du dimanche de Pâques ont été particulièrement dévastatrices.

Dans le monde intensément globalisé d'aujourd'hui, l'extrémisme est numérisé et ceux qui ont perdu du terrain ailleurs cherchent de nouveaux points de pression à enflammer. Les conflits et la violence dans une nation peuvent déchirer les sociétés dans d'autres nations et créer des schismes dans la riche mosaïque de nos civilisations collectives. Il est donc vital que la communauté internationale unisse ses forces pour renouveler ses efforts à cet égard et contribue à la mise en place de cadres réparateurs aux niveaux communautaire et national, conduisant à une réconciliation véritable et à une paix pérennisée. Ce faisant, il faut reconnaître que les mécanismes de réconciliation et les initiatives

de justice transitionnelle ne peuvent être imposés aux nations par des forces extérieures.

Les efforts de réconciliation nationale doivent également reposer sur une participation significative de la population, notamment du Gouvernement, des juristes nationaux, des femmes, des minorités, des groupes touchés et de la société civile. Sans une sensibilisation du public, des consultations et des campagnes d'éducation, les efforts de réforme nationale resteront vulnérables et faibles. À cet égard, l'ONU pourrait jouer un rôle important en facilitant ces processus et en contribuant au renforcement des capacités et au financement sans condition par le biais de son architecture de consolidation de la paix afin de raffermir la résilience des communautés au niveau local.

Ayant connu pendant près de 30 ans un assaut brutal d'actes de terrorisme, Sri Lanka est consciente de la valeur d'une nation fondée sur les principes de la démocratie et de l'état de droit. À cette fin, Sri Lanka a déjà pris plusieurs mesures pour reconstruire ses institutions démocratiques et créer un cadre de réconciliation, au sein duquel le Bureau des personnes disparues et le Bureau des réparations ont déjà été rendus opérationnels et la loi sur le droit à l'information a été adoptée, dans le contexte d'efforts visant à renforcer ces institutions et ces cadres. En outre, compte tenu de la culture multireligieuse de Sri Lanka, le pays s'est efforcé d'encourager le dialogue interconfessionnel et de mobiliser les dirigeants religieux pour qu'ils servent de systèmes d'alerte rapide afin que le Gouvernement puisse être informé en temps voulu des comportements radicaux.

Avant tout, l'appropriation et la direction nationales sont nécessaires pour que les parties à un conflit et la société dans son ensemble œuvrent en faveur de la réconciliation et d'une paix pérennisée.

Enfin, il importe de saluer les missions des Nations Unies sur le terrain, qui travaillent en étroite collaboration avec les parties prenantes nationales et les communautés locales, conformément à leur mandat. On ne saurait trop insister sur leur importance pour l'ensemble de l'architecture de paix et de sécurité de l'ONU, surtout à un moment où l'Organisation et le multilatéralisme en général sont confrontés à de multiples menaces et défis qui mettent à l'épreuve notre capacité collective à réagir. Il importe donc que les missions sur le terrain renforcent leur coopération avec les gouvernements hôtes afin de renforcer l'appropriation nationale.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Costa Rica.

**M. Carazo** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Nous sommes heureux de participer au débat public sur la question de la réconciliation, une question qui, bien que rarement abordée en tant que telle par le Conseil, est un concept et une pratique inhérents au maintien de la paix, compris comme un objectif et un processus pour construire une vision commune d'une société, garantissant la prise en compte des besoins de tous les secteurs de la population, comme cela a été défini dans les résolutions du Conseil.

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix », peut-on lire dans l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et dans le préambule de la Déclaration en faveur d'une culture de paix. Vingt ans après l'adoption de cette déclaration, cette maxime est toujours aussi valable. Dans de nombreux cas et dans les contextes nationaux, l'histoire nous a montré que la paix n'est pas automatiquement atteinte en l'absence de conflit, et que le règlement n'est pas non plus le passage du conflit à une coexistence non violente. La paix et la réconciliation doivent être entretenues, promues et facilitées en permanence et de manière durable. La réconciliation est un processus, pas un état. Il n'existe pas de formule magique ou de recette unique pour la paix, dans la mesure où ce sont les peuples qui sont appelés à construire leur propre histoire.

Au Costa Rica, il y a 70 ans, après un conflit qui, malgré sa courte durée, a eu de profondes répercussions sur la communion du peuple costaricien et sur la fracture de son tissu social, le Conseil fondateur de la Deuxième République a pris, le 1<sup>er</sup> décembre 1948, une des décisions les plus transcendantes, à savoir l'abolition de l'armée en tant qu'institution permanente. Il ne s'est pas agi pas d'une décision née uniquement de l'esprit d'une personne ou d'un petit nombre, elle faisait déjà partie d'une culture politique dans laquelle la baïonnette a rarement été plus efficace que la parole pour défendre des idées.

Surtout, elle était enracinée dans une conviction profonde exprimée par l'un de nos éducateurs, Joaquín García Monge :

« Seul l'amour qui naît d'une compréhension mutuelle issue des qualités de la compréhension et du cœur conquiert et lie les hommes ».

Des années plus tard, lorsque José Figueres Ferrer, qui a aboli l'armée en 1948, a été interrogé sur les raisons pour lesquelles il l'avait fait, il a répondu simplement :

« Après une guerre fraternelle courte mais sanglante, je me suis retrouvé à la tête de deux armées : une victorieuse et une vaincue; toutes deux formées par de jeunes Costariciens qui n'avaient qu'un seul désir : rentrer chez eux. J'ai compris alors qu'il était temps de dissoudre les deux forces ».

Mais ce n'est pas le décret sur l'abolition des forces armées qui a cicatrisé les blessures d'une nation fracturée, mais plutôt le processus par lequel l'État a placé les personnes, leur bien-être et leur dignité au centre de son action par la création d'institutions efficaces, inclusives et transparentes, avec une mission et une vision de sa raison d'être qui vont au-delà des aléas de la politique. La stabilité de notre démocratie et de son système politique n'est pas née de ce décret ni de la tenue d'élections périodiques, aussi transparentes qu'elles aient pu être. Elle est née d'un investissement soutenu et progressif dans la santé universelle, dans l'éducation publique et gratuite, dans un environnement sain et écologiquement équilibré.

La réconciliation, comme la paix, n'est pas un projet politique, mais la conviction et la capacité des hommes et des femmes d'avoir recours au dialogue et à la compréhension pour résoudre leurs différends. Par conséquent, la responsabilité de nos États de promouvoir et de soutenir une culture de la paix ne se limite pas seulement à la prévention des conflits ou des menaces à la paix, mais englobe également la réalisation des droits de l'homme pour tous, sans distinction aucune, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à ses objectifs de développement durable, notamment l'objectif 16, et la mise en place d'institutions fortes et inclusives qui répondent et s'adaptent aux besoins et aux demandes des populations et aux récits nationaux et mondiaux qui créent un sentiment de collectivité et d'inclusion.

Nous vivons une époque de méfiance et de division entre les individus, les communautés et les institutions. Les peuples du monde réagissent avec plus de véhémence à l'absence de réponse à leurs revendications, à l'inégalité de leurs sociétés et à la

richesse des élites. Dans ce contexte, la réconciliation cesse d'être un processus réservé aux sociétés déchirées par la guerre ou les conflits violents mais devient l'expression de la revendication légitime des peuples d'être reconnus comme égaux et une entreprise où l'État n'est plus le Léviathan mais un vecteur d'inclusion, d'éducation, de justice et de dignité. Si nous voulons la paix, ne nous préparons pas à la guerre, mais à la paix.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je rappelle à tous les orateurs qu'ils sont priés de limiter leur déclaration à quatre minutes au maximum, afin que chacun ait la possibilité d'intervenir aujourd'hui.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Azerbaïdjan.

**M. Aliyev** (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : La position de longue date de l'Azerbaïdjan sur la question à l'examen a été exprimée à de nombreuses reprises, y compris au Conseil de sécurité. Cette position découle de notre expérience en tant que victime de la poursuite de l'agression armée et du nettoyage ethnique et, surtout, de la ferme volonté de mon pays de contribuer à l'instauration d'une paix durable dans notre région et dans le monde.

Le recours illégal à la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États, la brutalité accrue des conflits armés, les menaces terroristes et séparatistes grandissantes, le nombre sans précédent de déplacements forcés, le racisme, l'intolérance et la discrimination pour des motifs ethniques ou religieux continuent de représenter les plus graves obstacles à la paix, à la sécurité et au développement durable.

Dans les résolutions jumelles sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies, adoptées en 2016 – résolution 70/262 de l'Assemblée générale et résolution 2282 (2016) –, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont souligné l'importance de la réconciliation et la nécessité pour les États Membres de travailler ensemble pour maintenir la paix à tous les stades du conflit et dans toutes ses dimensions.

Dans un certain nombre de situations, des efforts déterminés ont contribué à faire avancer les processus de paix et de réconciliation. Dans le même temps, des actions et des synergies plus concertées, ainsi que des partenariats stratégiques et opérationnels plus étroits entre l'ONU et les gouvernements, sont nécessaires pour mettre fin aux conflits d'aujourd'hui et s'attacher davantage à prévenir les conflits de demain.

Avant tout, il est impératif de veiller à ce que les efforts de paix, y compris les processus de réconciliation et les cadres de règlement des conflits, ne servent pas à enraciner les situations créées par le recours illicite à la force et d'autres violations flagrantes du droit international général. La justice est un élément incontournable d'une paix durable. Il est essentiel de s'attaquer aux violations liées au conflit par tous les moyens disponibles. Ces efforts doivent être exempts de toute sélectivité et dénués de tous objectifs cachant des motifs politiques.

Malheureusement, dans certaines situations de conflit armé, y compris celles de longue durée, le principe de responsabilité n'a pas reçu l'attention voulue et les auteurs des crimes les plus graves continuent non seulement de jouir de l'impunité mais sont ostensiblement glorifiés par l'État et la société. L'absence d'impunité pour ces crimes est essentielle non seulement pour traduire les responsables en justice, mais aussi pour garantir la viabilité à long terme du règlement du conflit, ainsi que la vérité, la réconciliation, les droits et les intérêts des victimes et le bien-être de la société dans son ensemble.

Le dialogue entre les cultures et les religions aux niveaux national et international est un des outils importants dans le contexte des objectifs plus larges de consolidation de la paix, de maintien de la paix et de réconciliation. L'Azerbaïdjan entend vivement poursuivre ses efforts pour promouvoir la compréhension mutuelle et le respect de la diversité, notamment par le biais du processus de Bakou et du Forum mondial sur le dialogue interculturel, qui ont été largement salués à travers le monde depuis leur création. Il est indispensable que l'ONU continue d'appuyer les initiatives fructueuses de ce type dans le domaine de la culture de la paix et du multiculturalisme en vue d'établir des relations, de surmonter les stéréotypes et les idées reçues et d'appliquer des cadres et des politiques de développement.

En conclusion, il convient de souligner que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle central pour assurer l'application uniforme des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Il est primordial d'appuyer ce rôle de l'Organisation et de préserver ses mécanismes de sécurité collective ainsi que ses mécanismes politiques et humanitaires pour pouvoir régler les conflits et réaliser les objectifs de paix, de développement durable et de droits de l'homme pour tous.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Bahreïn.

**M. Alrowaiei** (Bahreïn) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance. Dans un contexte international aussi instable que celui que nous connaissons actuellement, il est impératif de souligner l'importance de la réconciliation nationale dans le règlement pacifique des conflits si l'on veut de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous tenons également à remercier le Secrétaire général António Guterres de l'exposé qu'il a présenté ce matin.

Ce mois-ci, nous célébrons la Journée internationale pour la tolérance, en reconnaissance de l'importance de cette dernière dans la vie des peuples en tant que moyen primordial d'instaurer la paix et la prospérité et de garantir la survie de l'humanité tout entière. La tolérance est un comportement civilisé qui s'incarne dans la coexistence pacifique entre les différentes religions et cultures par la consolidation des principes constitutionnels et des législations nationales, lesquels doivent condamner toutes les formes de violence, de haine, d'extrémisme et de discrimination à l'encontre de tout groupe au prétexte qu'il est différent.

L'Article 33 de la Charte des Nations Unies dispose que

« Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix. »

C'est pourquoi le Royaume de Bahreïn estime qu'aucun effort pour parvenir à la paix ne peut être couronné de succès si les États continuent d'alimenter les conflits pour imposer leur hégémonie sur les autres. Il est donc de la plus haute importance de mettre en œuvre les dispositions de la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes de l'Organisation. Ces résolutions réaffirment qu'il faut éviter toute ingérence dans les affaires intérieures des États et que le respect mutuel, les relations de bon voisinage et le règlement pacifique des différends doivent être soutenus.

Nous devons également coopérer dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, en particulier le terrorisme transfrontière, qui sévit dans différentes

parties du monde. Il nous faut aussi renforcer les efforts collectifs pour fournir l'aide humanitaire nécessaire aux populations et aux pays et pour combattre les desseins de ceux qui veulent déstabiliser la stabilité nationale et internationale.

Je voudrais par ailleurs me référer au rapport du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés (S/2001/574), dans lequel il souligne que l'instauration de la paix passe par la participation politique systématique des femmes et des jeunes aux efforts de réconciliation. Nous prenons note à cet égard des bons offices du Secrétaire général, ainsi que des divers envoyés spéciaux, représentants spéciaux et autres conseillers principaux.

Un autre rapport du Secrétaire général (E/2019/68), sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, met en lumière l'importance de l'objectif de développement durable no 16, qui vise à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, à assurer l'accès de tous à la justice et à mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous. Or, les progrès dans ces domaines continuent de se heurter à de nombreuses difficultés. Ne pas faire de laissés-pour-compte est une autre initiative internationale visant à protéger et à promouvoir les droits de l'homme. C'est pourquoi il est impératif de suivre un certain nombre de politiques propices à l'avènement d'une croissance juste et durable.

Enfin, la communauté internationale doit appuyer les efforts concrets de réconciliation, l'état de droit et le respect de la dignité des personnes, et diffuser des concepts favorisant une culture de paix entre les peuples afin de prévenir le fléau de la guerre. Le Royaume de Bahreïn réaffirme qu'il collaborera avec ses partenaires internationaux et l'ONU pour atteindre ces nobles objectifs.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Malte.

**M. Camilleri** (Malte) (*parle en anglais*) : Malte s'associe pleinement à la déclaration faite plus haut par l'observateur de l'Union européenne.

Nous souhaitons ajouter quelques observations à titre national.

Nous avons vu à maintes reprises des pays sombrer dans le chaos en raison d'un processus de paix qui n'a pas accordé à la réconciliation l'attention



qu'elle méritait. Un accord de paix doit avant tout unir toutes les parties au conflit, ainsi que les victimes, et leur inculquer la volonté et la conviction d'investir dans un avenir commun. Imposer des solutions, surtout de l'extérieur, a de fortes chances d'entraîner du ressentiment et d'aggraver les divisions. En revanche, faire preuve de compréhension et prendre en compte les doléances de toutes les composantes de la société augmentent considérablement les chances de parvenir à une paix durable.

La réconciliation fait partie intégrante du maintien et, surtout, de la consolidation de la paix. Nous savons tous qu'il n'existe pas de formule magique, mais nous savons aussi que certains éléments s'appliquent dans tous les cas. Donner aux femmes un rôle central dans le processus de paix en est un exemple, et aucun pays ni aucune communauté ne peut espérer parvenir à une paix juste et globale si la moitié de sa population est exclue. Les jeunes ont également un rôle crucial à jouer. En plus d'être l'avenir, chaque génération apporte sa propre perspective. Ces éléments doivent eux aussi être pris en compte de manière adéquate.

La responsabilité est un élément à part entière de la réconciliation. Les conséquences des atrocités commises pendant les conflits laissent des cicatrices indélébiles sur les victimes et les sociétés. Malheureusement, l'application du principe de responsabilité ne fait pas remonter le temps et n'efface pas ces actes. Toutefois, elle renforce et légitime les institutions, et rappelle que la justice finira par triompher. De plus, elle donne aux communautés le réconfort de savoir que les atrocités du passé ne seront pas oubliées et que l'histoire ne sera pas manipulée ou réécrite.

La communauté internationale a un rôle essentiel à jouer en aidant les États et les sociétés en conflit à trouver un terrain d'entente sur lequel construire un avenir stable et pacifique. Nous apprécions pleinement le fait qu'il ne s'agit pas d'une tâche facile, surtout si l'on tient compte de la méfiance accumulée pendant les années de fragmentation et de conflit. Néanmoins, l'histoire nous a montré que, grâce à la réconciliation, l'humanité a la capacité de transformer les cendres des conflits en germes de paix et de coopération, souvent contre toute attente.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arménie.

**M. Margaryan** (Arménie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la présidence britannique du Conseil de

sécurité pour le choix du thème du présent débat public. Nous remercions le Secrétaire général d'avoir souligné les efforts déployés par l'ONU pour promouvoir la réconciliation entre les États et les sociétés déchirées par la guerre et au sein de ceux-ci, et nous avons pris bonne note des observations faites plus tôt par les intervenants d'aujourd'hui.

Lorsqu'on réfléchit au rôle et aux fonctions de l'ONU visant à promouvoir la réconciliation, on doit se pencher attentivement sur les problèmes et les conditions qui sont à l'origine des violations flagrantes des droits de l'homme dans certaines régions du monde. Nous reconnaissons tous que la réconciliation est indispensable au maintien de la paix et de la sécurité, mais il est évident que les crimes d'une ampleur et d'une portée exceptionnelles, tels que les génocides, exigent un cadre de réconciliation qui passe par le droit à la vérité, la justice, l'application du principe de responsabilité et des garanties de non-réurrence.

Le caractère irresponsable de l'incitation à la haine, du profilage racial et ethnique, et de la glorification des crimes de haine, en particulier à l'instigation des dirigeants politiques, entretient un terrain fertile pour la discrimination et la marginalisation qui, si elles ne sont pas traitées correctement, peuvent déboucher sur des atrocités criminelles. Les tentatives visant à nier ou à justifier le crime de génocide sont non seulement inacceptables, mais risquent de compromettre la lutte contre l'impunité, la réconciliation et les efforts visant à prévenir les atrocités criminelles à l'avenir. De tels défis exigent des États Membres, des organisations internationales, des chefs religieux et de la société civile qu'ils s'efforcent collectivement de surmonter le cycle de la violence et de maintenir la paix, en s'appuyant sur les principes de la dignité humaine, du respect et des droits de l'homme, notamment le droit à la vie.

Nous convenons que la réconciliation doit être intégrée dans les efforts de paix à tous les stades du conflit. Il est essentiel de préparer les peuples au retour à la paix et au rétablissement des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui ont été violés afin de promouvoir la confiance et la réconciliation et d'ouvrir la voie au règlement des conflits. La réconciliation est un processus qui doit intervenir aux niveaux individuel, sociétal et étatique.

Nous tenons à souligner le rôle indispensable que jouent les femmes et les jeunes dans la promotion de la réconciliation. La participation véritable et inclusive des femmes touchées par les conflits aux processus de

paix est essentielle, car il est prouvé qu'elle augmente les chances de parvenir à des règlements et à une réconciliation durables. Une véritable réconciliation doit être ancrée dans les enseignements tirés des pages sombres de l'histoire. Affronter son passé peut être utile si cela procède de la condamnation sans équivoque des crimes antérieurs, permettant ainsi la réalisation du droit à la vérité.

Les chefs religieux jouent un rôle important dans la promotion de la tolérance, du dialogue et de la coexistence pacifique, et dans la lutte contre les tentatives visant à commettre des actes de violence au nom de la religion. Par conséquent, les attaques contre des chefs religieux, comme le meurtre récent de deux prêtres par des terroristes de la communauté catholique arménienne de Qamichli dans le nord-est de la Syrie, doivent être résolument condamnées et leurs auteurs traduits en justice.

En tant que nation qui a été témoin des horreurs du génocide dans son propre foyer historique et qui continue d'être confrontée aux défis de la négation et de la justification des crimes passés, l'Arménie a le devoir singulier de promouvoir la prévention du crime de génocide. Les déclarations méprisantes qui visent à justifier le génocide en dénigrant et en insultant la dignité des victimes et en le qualifiant d'« acte le plus raisonnable qui soit » exacerbent l'incompréhension et la méfiance, et rendent encore plus difficile une réconciliation et un dialogue véritables.

En effet, la reconnaissance et la condamnation du génocide arménien sont essentielles pour servir la vérité, la justice historique et la réconciliation. Elles sont essentielles pour l'ensemble de la communauté internationale, et en particulier pour les victimes potentielles de crimes fondés sur l'identité – des personnes qui sont vilipendées simplement en raison de leur origine ethnique et religieuse.

L'Arménie reste également déterminée à faire progresser le programme de prévention par l'éducation et la sensibilisation aux violations flagrantes des droits de l'homme et à la discrimination fondée sur l'identité contre tous les groupes et tous les peuples et qui, si rien n'est fait, peuvent entraîner des atrocités criminelles et un génocide.

C'est en reconnaissant la vérité, et en commémorant et en rendant hommage à la dignité des victimes des crimes passés que nous ouvrirons la voie à une réconciliation véritable et à une paix durable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Sierra Leone.

**M. Kanu** (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Dans les années 90, la Sierra Leone a été ravagée par une violente guerre civile qui a fait des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de personnes déplacées. À la fin de la guerre, la Commission Vérité et réconciliation pour la Sierra Leone a été créée non seulement pour dénoncer les auteurs de crimes et identifier les victimes, mais aussi pour servir de miroir à travers lequel tous les Sierra-léonais pourraient examiner leurs propres rôles dans le conflit. Le dialogue a aidé les victimes à faire face à leurs agresseurs, ainsi qu'à se réconcilier et à aller de l'avant.

Les conclusions de la Commission ont convaincu les Sierra-léonais que le passé ne doit jamais être oublié. Les recommandations de la Commission portaient sur tous les aspects de la vie des Sierra-léonais. Son rapport final a servi de feuille de route pour l'édification d'une nouvelle société dans laquelle tous les Sierra-léonais peuvent marcher sans crainte, avec fierté et dignité. En collaboration avec la Commission, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a été créé, grâce au partenariat et à l'assistance de l'ONU, afin de traduire en justice les principaux responsables des crimes graves commis pendant la guerre. Il a atteint cet objectif et achevé ses opérations en Sierra Leone en 2013.

Le Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone a été créé en 2013 pour superviser le respect des obligations juridiques du Tribunal spécial pour la Sierra Leone. Nous sommes de fait reconnaissants aux États Membres de l'ONU pour l'appui qu'ils continuent d'apporter au Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone au titre du point « Projet de budget-programme pour l'année 2020 » inscrit à l'ordre du jour de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

Le Tribunal spécial marque la reconnaissance du lien intrinsèque qui existe entre la réconciliation, la justice, la nécessité de lutter contre l'impunité, la promotion de l'état de droit, et la préservation de la paix et de la stabilité en Sierra Leone. La Sierra Leone est donc fière d'être un des premiers pays qui met en pratique deux mécanismes de transition. Nous nous sommes engagés sur cette voie incertaine en raison de notre volonté sincère de consolider la paix et de rendre justice aux victimes. Il ne fait aucun doute que ces deux mécanismes contribuent à la pérennisation de la paix dans le pays.

Il importe au plus haut point de comprendre et d'examiner dans quelle mesure la méfiance mutuelle, la suspicion, la colère et l'animosité ont des répercussions sur les priorités fixées en matière de développement national, s'agissant notamment de lutter contre la corruption et d'attirer les investissements étrangers. À cet égard, mon gouvernement a fait du renforcement de la cohésion nationale une priorité absolue pour promouvoir l'unité nationale. Dans cette optique, nous avons lancé en mai une initiative présidentielle qui a été annoncée à l'occasion d'une conférence nationale sur la consolidation de la paix, la gestion de la diversité et le rétablissement de la cohésion nationale. Une commission indépendante pour la paix et la cohésion nationale, établie par une loi, sera bientôt créée à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine. L'appui de l'ONU à cet égard sera vivement apprécié.

Pour consolider la paix et la réconciliation nationale et éviter la polarisation, il est indispensable que toutes les parties prenantes, les citoyens, les gouvernements, les personnages politiques, la société civile, le secteur privé, les femmes et les jeunes participent au processus de développement national. Enfin, comme le dit ce vieux cliché, il ne peut y avoir de paix sans développement ni de développement sans paix. Ensemble, nous sommes plus forts et il est beaucoup plus facile de pérenniser la paix lorsque toutes les parties prenantes font front commun plutôt que lorsque certaines parties sont exclues et marginalisées.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Équateur.

**M. Gallegos Chiriboga** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je félicite le Royaume-Uni de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de novembre et je remercie votre délégation, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat, qui arrive à point nommé, sur la place de la réconciliation dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Je voudrais également remercier le Secrétaire général, M. António Guterres, de son exposé, qui a mis en lumière le rôle de premier plan qu'il joue dans ce domaine.

L'expérience nous montre que la réconciliation est non seulement importante pour le maintien de la paix, mais qu'elle est aussi le seul moyen de garantir une paix durable et viable dans les sociétés sortant d'un conflit et donc, dans le monde entier. Nous avons également appris que chaque cas présente des difficultés qui lui sont propres. Toutefois, je voudrais faire part de quelques réflexions qui, selon ma délégation, s'appliquent à

tous les cas. La réconciliation n'est pas seulement un accord ni une étape précise du processus de règlement à laquelle les parties parviennent. La réconciliation est bien plus que cela. C'est un vaste processus qui, pour être significatif, doit être sincère, participatif et global. La réconciliation n'est ni un point de départ ni un point statique. Il s'agit d'un processus graduel qui dépend de trois facteurs : premièrement, le contexte et les causes d'un conflit; deuxièmement, les efforts de réparation; et troisièmement, le caractère inclusif du processus.

Par conséquent, si nous voulons que la réconciliation joue un rôle important en matière de paix, nous devons veiller à ce que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées prennent part à tous les processus. J'ai parlé de la participation des femmes aux processus de paix lors du débat public du Conseil de sécurité en octobre (voir S/PV.8649), et je réaffirme aujourd'hui l'engagement de l'Équateur à cet égard. Pour parler de la participation des jeunes, il faudrait organiser un autre débat public. Toutefois, je voudrais au moins insister sur l'importance de tirer parti de leur résilience et de leur compréhension de la diversité dans le cadre des processus de réconciliation. C'est aussi pour cette raison que l'éducation et la promotion de la tolérance dans toutes les sociétés sont fondamentales. Nous devons promouvoir la confiance et une culture de la paix. Dans le même temps, nous devons lutter contre l'impunité, et les cours et tribunaux internationaux ont un rôle crucial à jouer à cet égard, notamment la Cour pénale internationale. L'Équateur appuie tous les éléments de la justice transitionnelle. Nous devons également continuer d'appuyer les missions politiques spéciales.

L'examen du dispositif de consolidation de la paix en 2020 nous offrira une nouvelle occasion de doter l'ONU des outils dont elle a besoin. Cependant, la diplomatie préventive est le meilleur outil en faveur de la paix dont nous disposons. En tant que communauté internationale, nous devons renforcer les mécanismes d'alerte rapide et prévenir et faire cesser les atteintes au droit international humanitaire et aux droits de l'homme en toutes circonstances, car leur non-respect en temps de conflit complique tout processus de réconciliation futur. Par exemple, les violences sexuelles en temps de conflit armé ou l'implication des mineurs dans les conflits compromettent les chances d'une réconciliation rapide, même lorsque les violences cessent.

Mon pays, l'Équateur, est un pays de paix. C'est pourquoi nous promovons le multilatéralisme en tant qu'élément central d'une paix pérenne, et nous

préconisons le dialogue et le règlement pacifique des conflits. La réponse de l'Équateur est la paix face aux violences et le dialogue face aux attaques. Le Gouvernement équatorien estime que le dialogue est le socle de toute société pacifique. C'est aussi la raison pour laquelle – même si je m'écarte du sujet du débat – je dois rappeler qu'en octobre, pendant les manifestations violentes qui visaient à déstabiliser l'Équateur et à saper la paix, le Gouvernement national a privilégié un dialogue inclusif et généreux qui place le bien commun et la paix au-dessus de toute autre considération. L'Équateur continuera de donner la priorité à la paix, au développement et aux droits de l'homme aux niveaux national et international.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Mes collègues m'ont informé qu'en mon absence, notre collègue, le représentant d'Allemagne, M. Heusgen, m'avait posé quelques questions. Je ne le vois pas dans la salle, mais j'espère que mes réponses lui seront communiquées. Je serai bref. À ce propos, Monsieur le Président, c'est peut-être le résultat de l'interaction que vous encouragez dans la salle, mais je crois comprendre que dans ce cas précis, il faut me poser des questions quand je suis dans la salle et non à une autre manifestation avec le Secrétaire général, à moins que l'intention ne soit de mettre son interlocuteur dans une position embarrassante. Je suis en effet dans une position embarrassante, puisqu'à l'approche du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation, il incombe maintenant au représentant de la Russie d'expliquer au représentant de l'Allemagne ce que c'est que le Tribunal de Nuremberg et pourquoi c'était une bonne chose. Néanmoins, je vais le faire, aussi brièvement que possible.

Je confirme que nous considérons le Tribunal de Nuremberg comme un modèle de justice internationale, car il permis de punir des criminels de guerre qui avaient déclenché une guerre agressive et invasive, en particulier sur le territoire de l'Union soviétique.

Pour être franc, je ne pensais pas que le but de notre rencontre était d'examiner l'histoire récente. Cependant, pour revenir au présent, tout ce qui s'est passé après les procès de Nuremberg, ces dernières années, est plutôt un moyen de représailles contre des régimes ou des opposants politiques jugés indésirables. Par exemple, les décisions rendues par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) étaient des tentatives d'adapter la réalité à des verdicts décidés d'avance. Il suffit de rappeler comment le TPIY a examiné les affaires concernant les Albanais du Kosovo. Nous promettons au Représentant permanent de l'Allemagne, M. Heusgen, que nous allons expliquer tout cela à la prochaine réunion d'information sur le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, qui se tiendra en décembre. Nous pourrions également parler en détail du projet des Chambres spécialisées et du Bureau du Procureur spécialisé pour le Kosovo, appuyé par la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo, qui en neuf ans, a été incapable d'ouvrir une enquête sur le prélèvement à grande échelle d'organes et les autres crimes commis par des militants kosovars.

S'agissant de la Cour pénale internationale, la décision honteuse qu'elle a prise de ne pas enquêter sur les crimes commis en Afghanistan par la coalition, soi-disant dans l'intérêt de la justice, suffit pour lui faire perdre définitivement toute sa crédibilité.

Je suis convaincu que nos collègues allemands sont parfaitement informés de tous ces faits. C'est pourquoi je m'étonne de leur désir masochiste de les entendre encore et encore. Après tout, cela ne sert pas à renforcer les approches qu'ils préconisent.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur la liste. Je voudrais remercier les fonctionnaires des services de conférence pour leur travail inlassable aujourd'hui, en particulier pour avoir invité les États Membres à regagner le siège qui leur est réservé. Je tiens à remercier nos collègues de la Division des affaires du Conseil de sécurité et bien entendu, nos excellents interprètes.

*La séance est levée à 17 h 30.*